

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'HELLÉNISME ET LE PANSLAVISME

Étude de droit international conventionnel

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 2 Mars 1916, à 3 heures.

PAR

A. PATTARAS

DOCTEUR EN DROIT DE LA FACULTÉ DE PARIS
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. André WEISS, *professeur*
Suffragants : { MM. LESEUR, *professeur*
PILLET, *professeur*

PARIS (5°)
M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'HELLÉNISME ET LE PANSLAVISME

Étude de droit international conventionnel

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 2 Mars 1916, à 3 heures.

PAR

A. PATTARAS

DOCTEUR EN DROIT DE LA FACULTÉ DE PARIS
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. André WEISS, *professeur*

Suffragants : { MM. LESEUR, *professeur*
PILLET, *professeur*

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916



INTRODUCTION

Définition de l'Hellénisme et du Panslavisme.

Le xix^e siècle a été dominé par la théorie des nationalités. Le principe sur lequel la nationalité repose, c'est celui proclamé en 1789, du libre choix, du consentement volontaire.

Le promoteur le plus illustre de la théorie des nationalités, Pasquale Mancini analysant les éléments qui composent une nation mentionne successivement, le territoire, la race, la langue, les mœurs, l'histoire, la religion, mais il ajoute qu'à ces éléments doit se joindre, pour leur insuffler la vie, la conscience de la nationalité.

Cette conception scientifique de l'idée de nationalité a été émise pour la première fois dans la Grèce antique. Plus de deux mille ans plus tard, la Grèce moderne lui a fourni l'occasion de s'affirmer et de remporter sa première victoire. Le royaume hellénique est indissolublement lié à la théorie des nationalités. C'est elle, qui, depuis un siècle, guide la politique extérieure de ce pays.

Il y a, en effet, deux Hellades, celle qui a reconquis son

indépendance et celle qui espère la reconquérir un jour. Au nom du principe des nationalités et des droits historiques de la nation grecque, l'Hellénisme se propose de reconstituer l'unité de la nation hellène. L'Hellénisme n'est nullement hostile au Slavisme, qui, au nom du principe des nationalités, réclame l'affranchissement des peuples slaves opprimés et la formation de ce qu'on a appelé la slavie.

L'Hellénisme est une force morale. Il représente la foi dans le triomphe définitif des droits imprescriptibles des peuples sur le droit de conquête.

Le Panslavisme implique en lui une idée de domination, une idée de conquête. Il s'était donné pour but en Orient de bulgariser la Macédoine et la Thrace. Le projet de la Grande Bulgarie de San-Stefano a été imaginé par les panslavistes russes, dans le but d'élever une barrière infranchissable à l'expansion de l'Hellénisme et dans l'espoir de résoudre la question de Constantinople et des détroits au profit exclusif de la Russie.

Nous nous proposons, en étudiant la politique russe en Orient relativement à la question des Détroits et l'organisation des communautés grecques de Turquie et leurs privilèges, de démontrer que l'on peut donner satisfaction aux intérêts russes en Orient sans porter atteinte aux droits légitimes de l'Hellénisme.

PREMIÈRE PARTIE

La politique russe en Orient et la question des détroits.

I

Traité de Koutchouk-Kaïnardji (21 juillet 1774).

Presque aussitôt après son avènement (1762), Catherine II attira l'attention de l'Europe sur la question d'Orient. Elle voulait faire de la Russie une des puissances dirigeantes du continent. Elle comprit que dans cette nation à peine formée, les passions religieuses absorbaient et dominaient toutes les autres. Catherine II toute voltairienne qu'elle était au fond, se fit la souveraine orthodoxe par excellence et c'est la croix grecque à la main qu'elle convia son peuple à la conquête des ports de la mer Noire.

Elle organisa entre le Dniéper et le Bourg de nombreuses et redoutables colonies militaires. Lorsque la guerre éclata en 1768 entre la Russie et la Turquie, elle appela aux armes les peuples chrétiens des Balkans.

Un Grec de Larissa Papazoglou, devenu capitaine dans l'armée russe, proposa au comte Orlow de soulever la Grèce. Les liens qui unissaient la Russie à la nation grecque étaient de vieille date. C'étaient des moines venus de Byzance qui avaient porté en Russie la religion chrétienne. Une flotte russe, partie de Saint-Pétersbourg sous le commandement du comte Alexis Orlow parut en avril 1770 en vue du Magne. Ce fut pour toute la Morée une extraordinaire émotion. Les Grecs se soulevèrent contre le sultan ; des légions spartiates se formèrent et se joignirent aux marins russes. Orlow conduisit une petite troupe contre Tripolitza ; l'attaque échoua. Orlow réembarqua ses soldats et reprit la mer pour échapper aux Turcs. Ceux-ci se vengèrent sur les Grecs et ordonnèrent d'épouvantables massacres à Tripolitza, Trikala, dans les îles, à Lemnos et à Smyrne.

L'armée russe du Danube remporta de nombreux succès. Elle conquit la Crimée, prit Akkermann, Kilia, Ismaïl et remporta la victoire de Kagoul (1771).

L'Autriche s'alarma. Elle craignit que la question d'Orient ne fût aussitôt résolue par les Russes et sans elle. Elle se rapprocha de la Prusse. L'empereur Joseph II eut avec le roi de Prusse Frédéric II deux entrevues consécutives, à Neisse et à Neustadt : moyennant sa renonciation définitive à la Silésie il obtint l'appui de Frédéric. L'Autriche et la Prusse imposèrent leur médiation entre les belligérants. Le 21 juillet 1774 les Ottomans signèrent le traité de Koutchouk-Kaïnardji.

La Russie obtint peu d'avantages territoriaux : Azow, Kertch, Iénikalé, Kinburn. La tsarine obtenait le protectorat des principautés roumaines et le protectorat des chrétiens de l'empire ottoman c'est-à-dire le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de cet empire. « Tout l'échafaudage des stipulations du traité de Kaïnardji, écrivait alors Thugut, agent autrichien à Constantinople, plus tard chancelier de l'empire, est un modèle d'habileté de la part des diplomates russes, et un rare exemple d'imbécillité de la part des négociateurs turcs. Par l'adroite combinaison des articles de ce traité l'empire ottoman devient dès aujourd'hui une sorte de province turque (1). »

Le traité de Koutchouk-Kaïnardji ouvrait à la flotte marchande russe la mer Noire et la Méditerranée. L'article XI dit : « Pour l'avantage commun et réciproque des deux empires on établira une navigation libre et non interrompue pour les vaisseaux marchands, appartenant aux deux puissances contractantes, sur toutes les mers qui baignent leurs états, et la Sublime Porte accorde le libre passage de la mer Noire dans la mer Blanche et de la mer Blanche dans la mer Noire aux vaisseaux marchands russes exactement semblables aux vaisseaux que les autres puissances emploient dans le commerce qu'elles font avec ses ports et partout ailleurs. »

(1) Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, p. 260-261.

II

Ouverture des détroits à la marine de guerre russe. — Traités du 23 décembre 1798 et du 23 septembre 1805. — Traités de Bucarest (1812) et d'Andrinople (2 septembre 1829).

Grâce à la politique de Paul I^{er} la Russie devint l'alliée de la Turquie. L'expédition d'Egypte, conduite par le général Bonaparte, obligea le sultan d'appeler à son aide la Russie. Une flotte, sous les ordres de l'amiral Oushakow fit voile pour Constantinople et entra dans le Bosphore avec l'autorisation du sultan. Le 23 décembre 1798 fut signé un traité d'alliance avec la Turquie, d'après lequel la Russie prit l'engagement vis-à-vis de la Porte de lui fournir douze bâtiments de guerre, de son côté la Porte consentit au libre passage de la flotte russe de la mer Noire dans la Méditerranée et en sens inverse. La durée du traité était de huit ans.

Quelques années avant l'expiration du traité de 1798, furent entamées, sur la proposition de la Porte, des négociations avec le gouvernement russe pour le renouvellement de

ce traité. Elles aboutirent à la conclusion du traité du 23 septembre 1805 qui fermait la mer Noire à tout bâtiment armé de quelque puissance que ce fût. La fermeture de la mer Noire est exprimée dans l'article VIII du traité sous la forme suivante :

« Les deux hautes parties contractantes, sont convenues de considérer la mer Noire comme fermée et de n'y permettre l'apparition d'aucun pavillon de guerre ou bâtiment armé de quelque puissance que ce soit, et, dans le cas où quelqu'une d'elles tenterait d'y paraître en armes, les deux hautes parties contractantes s'engagent à regarder une pareille tentative comme *casus fœderis* et à s'y opposer de toutes leurs forces navales, comme étant l'unique moyen d'assurer leur tranquillité réciproque ; bien entendu que le passage libre par le canal de Constantinople continuera d'avoir lieu pour les bâtiments de guerre et transports militaires de Sa Majesté impériale de toutes les Russies auxquels dans chaque occasion la Sublime Porte prêtera, autant qu'il dépendra d'elle toute assistance et accordera toute facilité. »

Le traité de 1805 fut conclu pour la durée de neuf ans. A peine était-il signé et ratifié par les deux parties, que les victoires éclatantes remportées, par les Français sur les Russes, encouragèrent les ministres ottomans à suivre les conseils des agents de Napoléon qui les exhortaient à rompre l'alliance avec la Russie. Le 23 décembre la Porte exigea de l'ambassadeur russe qu'il quittât Constantinople.

Le 7 juillet 1807 Alexandre et Napoléon signèrent la paix

à Tilsitt. Le traité de paix fit cesser les hostilités entre la Russie et la Turquie (art. 21) ; Alexandre dut accepter la médiation de Napoléon à l'effet de négocier et conclure une paix avantageuse et honorable avec la Porte (art. 25).

A la même date fut signé le traité d'alliance dont l'article 8 établit que si la Porte n'acceptait pas la médiation de la France, ou bien si, après l'avoir acceptée, il arrivait que dans le délai de trois mois après l'ouverture des négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, « la France ferait cause commune avec la Russie et les deux puissances s'entendraient pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées au joug et aux vexations des Turcs » (1).

Plus tard par une convention, signée à Erfut la Russie se dégagea de la médiation de Napoléon pour traiter avec la Turquie.

La paix fut signée à Bucarest. Ce traité par lequel la Russie acquit la Bessarabie jusqu'au Pruth, ne fait aucune mention des détroits, ni du droit de passage, qui avait été accordé en 1805 au pavillon de guerre russe.

Le traité de 1812 contient cependant un article III qui dit :

« Tous les traités, conventions, actes et stipulations conclus et arrêtés à différentes époques entre la Cour impériale de Russie et la Sublime Porte ottomane sont pleinement

(1) A. Vandal, *Napoléon et Alexandre I^{er}*, tome I (appendice).

confirmés, à l'exception seulement des articles auxquels il a été successivement apporté des changements, tant par le présent traité que par les traités précédents et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les absorber religieusement et inviolablement ».

Dans le traité de paix, signé le 2 septembre 1829 à Andrinople, il n'est pas fait mention du droit de passage des vaisseaux de guerre russes par les détroits, mais ce droit fut accordé au pavillon marchand russe ainsi qu'à celui de toutes les puissances amies. L'article XII du traité dit :

« Tous les traités, conventions et stipulations arrêtés et conclus à différentes époques entre la Cour Impériale de Russie et la Sublime Porte ottomane, sauf les articles auxquels il a été dérogé par le présent traité de paix, sont confirmés dans toute leur force et valeur et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement ».

III

Traité d'Unkiar Iskélessi (1883).

La nouvelle de la marche d'Imbrahim-pacha de Konich sur Brousse effraya le sultan ; il sollicita l'intervention de la Russie. Il demanda qu'un corps d'armée russe fort de 30.000 hommes se mit en marche des bords du Danube pour défendre Constantinople. Le 20 février, une escadre russe composée de 9 vaisseaux, sous les ordres du contre-amiral Lazarew, vint mouiller à Bouyoukdéré. Le 5 avril 5.000 hommes de troupes russes débarquèrent et campèrent en face de Bouyoukdéré dans la vallée d'Unkiar-Iskélessi.

L'escadre et ces troupes devaient rester à Constantinople, tant que Méhémet-Aly ne signerait un accord avec le sultan et ne se retirerait de l'Asie Mineure derrière le Taurus. La flotte et les troupes russes étaient à la disposition du général aide de camp, comte Orlow, ambassadeur extraordinaire de l'empereur Nicolas auprès du sultan.

Le sultan sur les instances de l'ambassadeur de France, accepta les conditions du pacha d'Egypte. La convention

de Kutayeh, sous la forme d'un firman, en date du 5 mai 1833, accorda à Méhémet-Aly le gouvernement de toute la Syrie et du district d'Adana.

Le 8 juillet 1833 le comte Orlov, muni de pleins pouvoirs illimités, réussit à faire signer au sultan le traité d'Unkiar-Iskélessi. Ce traité avait le grand avantage de faire disparaître définitivement les indécisions que la Porte pouvait éprouver dans le choix d'un allié. En cas de complications le sultan, en effet, ne pouvait plus s'adresser qu'à son unique allié l'empereur de Russie qui s'était obligé à le défendre et à maintenir sa souveraineté.

Comme Imbrahim-pacha s'était retiré d'Asie Mineure et qu'une entente était survenue entre le sultan et son vassal, l'escadre et les troupes russes commencèrent leurs préparatifs de départ. Les troupes russes furent embarquées le 28 juin.

Le traité du 8 juillet 1833 renferme six articles patents et un secret. Les premiers articles proclament l'alliance, la paix et l'amitié qui règnent entre les deux empires. « L'alliance, dit le premier article, ayant uniquement pour but la défense commune de leurs états contre tout empiètement, Leurs Majestés promettent de s'entendre sans réserve, sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et sûreté respective et de se prêter mutuellement à cet effet des secours matériels et l'assistance la plus efficace. » « Conformément au principe de conservation, dit l'article III, et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité, et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, le main-

tien et l'entière indépendance de la Sublime Porte, l'empereur de Russie, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime Porte à réclamer l'assistance navale et militaire de la Russie viendraient à se présenter, promet de fournir, par terre et par mer, autant de troupes et de forces que les deux hautes parties contractantes jugeraient nécessaire. »

Le traité fut conclu pour la durée de 8 ans. Dans l'article secret il est dit : « Comme l'empereur de Russie, voulut épargner à la Sublime Porte la charge et l'embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, ne demandera pas ce secours. Si les circonstances mettaient la Sublime Porte dans l'obligation de le fournir, la Sublime Porte, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin d'après le principe de réciprocité devra borner son action en faveur de la cour de Russie à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous aucun prétexte quelconque ».

D'après cet article secret, la Porte était tenue à fermer les Dardanelles, lorsque la sécurité des possessions russes sur la mer Noire était menacée par une flotte ennemie qui aurait forcé l'entrée des détroits, c'est-à-dire dans le cas d'une guerre de la Russie avec les puissances occidentales. La fermeture du détroit des Dardanelles avait pour conséquence de permettre aux navires de guerre de la Russie alliée de la Turquie, de sortir de la mer Noire dans les détroits. C'est en cela que différait cet article secret de l'ar-

ticle XI du traité anglo-turc de 1809, d'après lequel les détroits des Dardanelles et celui de la mer Noire étaient, même en temps de paix, considérés fermés au pavillon de guerre de n'importe quelle puissance. Le traité anglo-turc bien que la Russie n'y eût pas pris part, lui était avantageux en ce sens que dans le cas d'une guerre entre la Russie et l'Angleterre pendant laquelle la Turquie se serait tenue à l'écart, la flotte anglaise n'aurait pas pu attaquer les possessions méridionales de la Russie. Mais cet avantage avait l'inconvénient qu'une flotte russe, le Bosphore lui étant fermé, n'aurait pu dans le même cas, traverser les détroits de la mer Noire à la Méditerranée pour y attaquer la flotte anglaise. Avec le nouveau traité d'Unkiar-Iskélessi cet inconvénient disparaissait en cas de guerre de la Russie avec l'Angleterre, car, d'après l'article secret, la Porte était tenue, si l'empereur l'exigeait, de lui prêter secours en fermant à la flotte anglaise les Dardanelles du côté de la Méditerranée ; la flotte russe jouissait d'après le sens du traité pris en entier de la liberté du passage par les détroits de la mer Noire à la Méditerranée pour y attaquer la flotte ennemie.

Le nouvel accord avec la Turquie ne fait aucune mention du droit des vaisseaux de guerre russes de passer par les détroits de la Méditerranée dans la mer Noire. Ce droit avait été reconnu à la flotte russe de la mer Noire par l'article VII du traité de 1805 ; ce droit découlait du fait que ces vaisseaux, une fois admis dans la Méditerranée, devaient recevoir la permission de revenir dans la mer Noire. Le passage

des détroits de la Méditerranée à la mer Noire pouvait être autorisé aux vaisseaux de guerre russes de la Baltique uniquement par l'article VII du traité de 1805, car, d'après cet article, la Porte était tenue d'accorder toute espèce de facilités aux vaisseaux de guerre russes lors de leur passage par les détroits.

IV

La convention de Münchengraetz (18 septembre 1833).

Le 18 septembre 1833 fut signée à Münchengraetz, par le comte Nesselrode et le prince Metternich, une convention, d'après laquelle l'Autriche et la Russie s'obligeaient mutuellement à réunir leurs efforts communs pour le soutien de l'empire ottoman dans le cas de sa dissolution. Deux articles secrets complétaient la convention, dans le premier il était dit que les obligations, que les deux parties contractantes avaient prises en commun à l'égard de la Turquie, seraient en premier lieu appliquées au pacha d'Egypte.

« Les deux parties s'engagent expressément à empêcher d'un commun accord que, soit directement, soit indirectement, l'autorité du pacha ne s'étende sur les provinces européennes de l'empire ottoman. »

Le second article disait que, dans le cas où malgré les vœux et les efforts communs des deux cabinets, l'ordre actuel de la Turquie viendrait à être renversé « l'Autriche et la

Russie n'agiraient que de concert et dans un esprit de solidarité, pour tout ce qui concernait l'établissement du nouvel ordre de choses destiné à remplacer celui qui existait aujourd'hui.

» Elles veilleraient en commun à ce que le changement survenu dans la situation intérieure de cet empire ne puisse porter atteinte ni à la sûreté de leurs propres états et aux droits que les traités leur assurent, ni au maintien de l'équilibre européen. »

V

La convention de Londres (15 juillet 1840).

Les puissances occidentales profitèrent en 1839 du renouvellement des hostilités entre le sultan et Méhémet-Aly pour soulever la question d'une intervention collective dans les affaires d'Orient.

L'Angleterre et la France proposèrent de réunir à Vienne une conférence dans le but d'expédier dans les Dardanelles les escadres des puissances maritimes et d'établir une garantie commune pour l'intégrité et l'indépendance de la Turquie. Le cabinet russe ne put consentir à la convocation d'une conférence générale, dont le but ne s'accordait pas avec ses vues. C'est pourquoi il exprima au prince Metternich l'espoir qu'il déclinerait de son côté la proposition de l'Angleterre et de la France et se tiendrait strictement aux stipulations de Münchengraetz.

Quoique le prince Metternich ne manquât pas de protester de sa fidélité à l'alliance avec la Russie, il n'était pas étranger à l'idée de restreindre la trop grande influence

que l'empereur Nicolas avait acquise sur la Turquie depuis le traité d'Unkiar-Iskélessi.

Les représentants des puissances à Constantinople avaient persuadé la Porte de suspendre toute négociation directe avec Méhémet-Aly. En échange les puissances proposaient à la Porte leurs bons offices pour la conclusion d'un arrangement définitif avec le vice-roi d'Égypte.

Les puissances avaient donc l'obligation morale de faire obtenir à la Porte des conditions plus favorables que celles qu'elle aurait pu espérer si elle avait négocié cette affaire, à elle seule ainsi qu'elle en avait manifesté l'intention. L'arrière-pensée qui dirigeait les démarches des cours de Vienne, de Londres et de Paris était d'associer la Russie à une transaction générale destinée à assurer l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman.

La Russie ne pouvait adhérer à cette combinaison, mais elle ne pouvait pas se dissimuler qu'elle subsisterait malgré elle.

En effet, elle ne saurait empêcher l'Autriche, l'Angleterre et la France de s'unir entre elles et de se lier mutuellement par une garantie qu'elles prêteraient en commun à l'empire ottoman, dans le but d'en assurer l'intégrité.

Contracté sans le concours de la Russie, un pareil engagement aurait le double inconvénient de l'isoler complètement des autres cours et de les unir par une combinaison qui, sous prétexte d'être conçue en faveur de la Porte, serait, en réalité, dirigée contre la Russie.

Dans le but de déjouer cette combinaison la Russie

adopta la marche suivante : sans refuser son adhésion au principe d'une garantie à prêter à la Porte de la part des grandes puissances, elle proposa d'en restreindre l'application à l'arrangement spécial qui devrait être conclu entre la Turquie et l'Égypte, de sorte que l'exécution des clauses de cet engagement seul se trouverait placée sous la garantie des cabinets alliés, mais qu'elle ne s'étendrait pas au reste de l'empire ottoman.

L'empereur Nicolas résolut de se rapprocher de l'Angleterre, pour la soustraire à l'influence du prince Metternich et détruire le centre d'entente qu'il projetait et dont le but était dirigé contre la Russie. Le ministre de Russie à Stuttgart, le baron Brunnow, fut envoyé en mission spéciale à Londres. Il reçut l'ordre de s'expliquer avec le ministère anglais et de savoir « ce qu'il pense, ce qu'il désire et où il il veut aller ».

Le baron Brunnow devait proposer un arrangement sur les bases suivantes : 1° les cours maritimes abandonneraient l'idée d'une garantie générale relative à l'intégrité de tous les états qu'embrasse l'empire ottoman ; 2° elles consentiraient à ce que la fermeture des Dardanelles et du Bosphore, en temps de paix comme en temps de guerre, devint un principe du droit public en Europe ; 3° elles renonceraient au projet de faire entrer les escadres anglaise et française dans la mer de Marmara simultanément avec les forces russes au Bosphore, si celles-ci étaient appelées à y paraître pour la défense de la capitale de l'empire ottoman.

En retour de ces concessions de la part des cours mari-

times. La Russie prendrait, à son tour, les engagements suivants : elle garantirait conjointement avec les autres puissances l'arrangement à conclure entre la Porte et Méhimet-Aly, elle promettait de ne pas renouveler le traité d'Unkiar-Iskélessi et dans le cas où elle se déciderait à faire paraître ses forces de terre et de mer dans le Bosphore, elle ne regarderait pas leur envoi comme une mesure prise isolément en vertu du susdit traité, mais comme une mesure d'intérêt général, adoptée pour la conservation de l'empire ottoman, dans un but européen et dans un parfait accord avec toutes les grandes puissances.

Le prince Metternich objectait à l'idée de fonder la clôture des détroits sur le fait que la Russie renonçait aux privilèges que lui procurait le traité d'Unkiar-Iskélessi. La véritable solution, selon lui, se trouvait dans la mer close qui pour la Porte était un droit souverain. C'était donc à cette puissance qu'aurait dû être reconnu le droit de prendre l'initiative dans la question, c'est à elle qu'il aurait dû être réservé d'énoncer le principe et de déclarer sa volonté de l'appliquer, tandis que le rôle des puissances était de lui en reconnaître le droit et d'admettre le fait. C'était sur le principe de la mer close et sur ce que la mer Noire était supposée être sous la domination exclusive de la Turquie que le prince Metternich proposait d'établir la clôture des détroits.

Lord Palmerston semblait enclin à fonder la clôture sur l'application des lois générales que l'Angleterre reconnaissait en droit maritime. Il admettait que chaque puissance

étant autorisée à étendre son action jusqu'à une distance de trois milles des côtes et les détroits, dont le sultan possède les deux rives, étant séparés par un canal bien moins large de six milles, il s'ensuivrait que la Porte serait indubitablement en droit de fermer ce passage, sans qu'une puissance tierce soit appelé à élever la moindre objection contre cette clôture ; mais il ajoutait à cela que ce principe du droit des gens, dès qu'il serait universellement reconnu, devrait suffire pour garantir la sécurité de la Russie car, disait-il, en cas de guerre européenne si la Porte est l'amie et l'alliée de la Russie, elle fermera le détroit à toute flotte ennemie, si elle est simplement neutre, les autres puissances devront respecter cette neutralité, et alors la fermeture des Dardanelles n'en sera pas moins un gage de sûreté pour la Russie.

Le cabinet français envisageait la résolution de l'empereur de Russie de renoncer au traité d'Unkiar-Iskélessi, comme un don gratuit que la France était prête à agréer et à en faire l'objet d'un compromis entre toutes les puissances sans y associer la question de la clôture des détroits ni celles de la délimitation de l'Égypte et de l'emploi des mesures coercitives, contre Méhémet-Aly. En général la France voulait passer sous silence le principe permanent de la clôture des détroits.

Les négociations durèrent plusieurs mois, dans le courant desquels un représentant de l'empire ottoman fut invité à participer aux délibérations, et il fut clair que la France ne prendrait pas part à la signature du traité. Le

10 juillet Palmerston communiqua le projet de convention.

L'article II de ce projet était rédigé comme suit : « Le sultan étant pour le présent privé du service de sa flotte, Leurs Majestés s'engagent à ce que chacune de leurs escadres stationnées dans la Méditerranée et dans la mer Noire fournisse à présent un secours pour la défense navale de la capitale et des territoires du sultan ; c'est pourquoi si Méhémet-Aly dirigeait une attaque sur Constantinople, soit par mer, soit par terre, les hautes parties contractantes, sur la réquisition expresse qui en serait faite par le sultan à leurs représentants à Constantinople, sont convenues, le cas échéant, de se rendre à l'invitation de ce souverain et de pourvoir à la défense de son trône au moyen d'une coopération concertée en commun dans le but de mettre les deux détroits du Bosphore et des Dardanelles, ainsi que la capitale de l'empire ottoman, à l'abri de toute agression. Il est en outre convenu entre eux et cela s'entend, que les forces qui, en vertu d'une pareille entente, recevront la destination indiquée, y resteront employées aussi longtemps que leur présence sera requise par le sultan, et lorsque sa hauteesse jugera que leur présence aura cessé d'être nécessaire, lesdites forces se retireront simultanément et rentreront respectivement dans la mer Noire et la Méditerranée. »

L'article III est rédigé de la manière suivante : « Il est toutefois expressément entendu que la coopération mentionnée dans l'article précédent et destinée à placer tem-

porairement les détroits des Dardanelles et du Bosphore et la capitale ottomane sous la sauvegarde des hautes parties contractantes contre toute agression de Méhémet-Aly, ne sera considérée que comme une mesure exceptionnelle adoptée à la demande expresse du sultan et uniquement pour sa défense dans le cas seul indiqué ci-dessus. Mais il est convenu que cette mesure ne dérogera en rien au droit dont jouit le sultan, comme maître des deux rives des détroits du Bosphore et des Dardanelles de défendre aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans ces détroits. Et le sultan, d'autre part, déclare qu'il a la ferme résolution d'adhérer à l'avenir à la règle constante et établie depuis longtemps dans son empire, tant que la Porte se trouve en paix, de n'admettre aucun bâtiment de guerre étranger dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles, d'autre part Leurs Majestés s'engagent à respecter cette détermination du sultan et à se conformer à la règle ci-dessus énoncée ».

Le baron Brunnow se chargea de corriger le projet de convention d'après les observations qui avaient été faites et de le rédiger en français ; il remit son travail le 11 juillet à Lord Palmerston qui, après l'avoir corrigé, le traduisit en anglais.

L'article III du nouveau projet est rédigé de la manière suivante : « Il est toutefois expressément entendu que la coopération mentionnée dans l'article précédent et destinée à placer temporairement les détroits des Dardanelles et du Bosphore et la capitale ottomane sous la sauvegarde des

hautes parties contractantes contre toute agression de Méhémet-Aly, ne sera considérée que comme une mesure exceptionnelle, adoptée à la demande expresse du sultan et uniquement pour sa défense dans le cas seul indiqué ci-dessus. Mais il est convenu que cette mesure ne dérogera en rien à l'ancienne règle de l'empire ottoman, en vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore. Et le sultan, d'une part, déclare par le présent acte qu'à l'exception de l'éventualité ci-dessus mentionnée, il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir ce principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire et tant que la Porte se trouve en paix, etc. »

Dans ce dernier exposé, le changement le plus important se rapportait au principe sur lequel était fondé le droit du sultan de fermer les détroits. Selon lord Palmerston, la clôture des détroits devait avoir pour base la règle admise par les lois anglaises en vertu de laquelle le sultan, comme maître des deux rives du canal de Constantinople, est libre de fermer l'entrée au pavillon de guerre étranger.

Le cabinet anglais avait été d'opinion que pour justifier cette clause aux yeux du parlement et du public anglais, il valait mieux le représenter comme une ancienne règle établie de tout temps dans l'empire ottoman, règle que l'Angleterre, elle-même avait déjà reconnue par son traité de 1809.

Le 15 juillet 1840 les représentants de l'Autriche, de la

Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie signèrent à Londres un acte établissant l'accord survenu entre le sultan et le pacha d'Égypte et un protocole réservé sur les mesures coercitives contre Méhémet-Aly. Le premier acte commençait par un préambule, qui servait d'explication à l'intervention des quatre puissances dans la querelle intestine entre le sultan et son vassal. Pour ménager les droits souverains du sultan, le préambule avait soin d'indiquer que c'était le sultan qui avait eu recours aux quatre puissances contractantes dans sa lutte avec le pacha. En vertu de l'article 3 de la convention de Londres du 15 juillet 1840 les forces affectées à la défense du trône du sultan, à laquelle toutes les puissances contribuaient, en vue de mettre les détroits à l'abri de toute agression, devaient être retirées simultanément par toutes les puissances à la première réquisition du sultan. Ainsi la Russie avait consenti à l'entrée dans la mer de Marmara et dans les détroits de la flotte anglaise simultanément avec la sienne, à quoi elle s'était opposée antérieurement de toutes ses forces et à la sortie de sa flotte simultanément avec celle de la Grande-Bretagne. Cette condition détruisait tous les privilèges accordés à la Russie par le traité d'Unkiar-Iskélissi.

VI

La seconde convention de Londres (13 juillet 1841).

Lorsqu'en février 1841 Méhémet-Aly se soumit définitivement à l'autorité du sultan et reçut l'Égypte en possession héréditaire, le but de la convention du 15 juillet 1840, qui consistait principalement à secourir le sultan dans sa lutte avec son vassal rebelle, pouvait être considéré comme atteint. Il restait à profiter des stipulations de cet acte pour donner à l'entente sur les détroits la forme d'une convention séparée et y faire adhérer le gouvernement français. Il y avait un avantage indubitable pour la Russie d'amener la France à reconnaître explicitement l'inviolabilité du principe de la clôture des détroits afin qu'elle ne pût alléguer un jour qu'elle se trouve à ce sujet placée dans une position exceptionnelle et qu'elle n'est point liée envers la Porte par un engagement formel, conforme à celui que les quatre autres puissances ont contracté par l'article 4 de la convention.

Les projets de la nouvelle convention furent tracés par

lord Palmerston et le baron Brunnnow, qui rédigea un nouvel article portant que le sultan se réservait de proposer à toutes les puissances amies d'accéder audit acte. Cette addition avait été jugée nécessaire parce que le principe de la fermeture des détroits ne s'appliquait pas seulement aux cinq grandes cours, mais qu'il était obligatoire pour toutes les puissances navales qui se trouvaient en relations avec la Turquie.

La nouvelle convention fut signée par les représentants des cinq grandes puissances et le délégué de la Porte Chékib-effendi le 13 juillet 1841.

Le premier article est rédigé comme suit : « S. H. le sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que tant que la Porte se trouvera en paix sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits détroits :

« Et L. L. M. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi des Français, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies d'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé (1) ».

(1) Convention des Détroits signée à Londres le 13 juillet 1841. British and foreign State-Papers.

Cette espèce de tutelle en commun qu'exerçaient sur la Turquie divers états, dont les aspirations étaient toutes différentes l'une de l'autre, fut la cause d'une lutte secrète entre eux pour la prépondérance auprès du sultan, lutte dirigée principalement contre la Russie comme le voisin le plus puissant qui jouissait d'un prestige particulier au milieu des peuples orthodoxes de la même souche slave soumis à l'autorité du sultan. Cette lutte latente conduisit à la guerre ouverte qui aboutit à la débâcle de Sébastopol.

Texte de l'article II de la convention : « Il est entendu qu'en constatant l'inviolabilité de l'ancienne règle de l'Empire Ottoman mentionnée dans l'article précédent, le sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer les firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés comme il est d'usage, au service des légations des Puissances amies. »

La convention, en parlant du droit que le sultan se réserve comme par le passé, se référait à la disposition du premier article qui avait précisément pour but de priver le sultan du droit qu'il possédait sans nul doute de laisser passer à son gré par les détroits les vaisseaux de guerre étrangers.

L'article premier lui enlevait ce droit en portant atteinte du même coup à sa souveraineté ; le second article, au contraire, avait pour but de bien déterminer que ce droit souverain lui était réservé, mais dans une proportion tellement restreinte qu'il ne lui restait que la faculté de délivrer des firmans de passage à des bâtiments légers sous

pavillon de guerre au service des légations et rien qu'à eux.

Ainsi la convention de 1841 implique une obligation contractuelle à la charge des deux parties. Il n'y a pas là une obligation unilatérale de la Porte vis-à-vis de chacune des puissances ni une obligation unilatérale de chacune d'elles prise séparément envers la Porte. C'est une obligation indivise, solidaire. Sa nature se manifeste dans le préambule même de la convention qui dit que Leurs Majestés ont résolu de se conformer à l'ancienne règle de l'Empire ottoman. Une telle idée de solidarité ne se trouve pas dans l'acte du 15 juillet 1840. Mais la convention du 13 juillet 1841 renferme non pas cinq obligations séparées de cinq grandes puissances vis-à-vis de la Porte, mais une seule obligation indivise, que ces puissances ont conclue avec la Porte et qu'elles se sont engagées à observer non seulement vis-à-vis du sultan, mais encore l'une vis-à-vis de l'autre, de sorte que chacune d'elles répond de l'autre pour toute infraction à l'engagement commun.

Si les puissances, dont les représentants avaient signé cette convention, s'étaient obligées vis-à-vis de la Porte chacune pour soi, elles auraient pu, après s'être entendues avec elle, renoncer chacune pour soi aux stipulations dudit acte. Mais tel n'est pas le sens de celui-ci, telle n'est pas non plus l'intention des parties contractantes. Elles avaient en vue de se lier par une obligation solidaire de telle sorte que le traité ne pût être abrogé autrement que par un nouvel accord survenu entre les mêmes signataires, ayant

pour but l'abolition ou la modification de l'obligation qu'elles avaient contractée collectivement.

Le baron Brunnow, avant de signer l'article II de la convention, avait pris soin de garantir à la Russie le droit de passage par les détroits à des bâtiments légers sous pavillon de guerre qui allaient de la mer Noire faire leur service à Athènes comme stationnaires de la légation impériale en Grèce, et revenaient en Russie par le même chemin.

Pour éviter tout malentendu dans l'avenir, le baron Brunnow, avant de signer la convention, fit la lecture d'une déclaration à ce sujet au nom de l'ambassadeur ottoman Chékib-effendi. Tous les plénipotentiaires qui avaient assisté à la lecture prirent acte de cette déclaration qui était ainsi conçue :

« Monsieur l'ambassadeur, en signant la convention de ce jour relative au maintien de l'ancienne règle de l'empire ottoman en vertu de laquelle il a été défendu de tout temps aux bâtiments de guerre étrangers d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, je crois devoir consigner par écrit qu'il est amicalement entendu que l'article II de cette convention, qui fait mention des firmans de passage accordés selon l'usage comme par le passé, s'applique également aux bâtiments légers au service de la légation impériale de Russie en Grèce. Comme ces bâtiments qui appartiennent à la marine impériale de la mer Noire doivent être périodiquement relevés, l'usage se trouve établi de munir de firmans de passage les bâtiments em-

ployés à ce service chaque fois qu'ils passent les détroits des Dardanelles et du Bosphore. Cette disposition étant déjà établie par l'usage, je crois devoir, pour la régularité du service, en faire mention ici afin de constater que l'article II de la convention de ce jour sert également à confirmer cet usage (1) ».

(1) Serge Goriainou, *Le Bosphore et les Dardanelles*, p. 91.

VII

Conférences de Vienne de 1854 et 1855.

Traité de Paris de 1856.

Par la convention du 13 juillet 1841 les grandes puissances se chargèrent en commun d'assurer le maintien de l'intégrité et de la sécurité de l'empire ottoman ; la Russie s'y associa aussi, elle qui avait renoncé au droit que lui conférait le traité d'Unkiar-Iskélessi de défendre les rives du Bosphore.

Après avoir anéanti, au moyen de cette convention, l'influence prépondérante, sous ce rapport, de la Russie, l'Angleterre, la France et l'Autriche continuèrent à surveiller cette dernière. Elles étaient animées à son égard d'un sentiment de jalousie et de méfiance à raison de la protection dont les sujets orthodoxes de la Porte jouissaient en Turquie de la part de la Russie sur l'intercession et la défense de laquelle ils étaient obligés à compter. Dans cette influence prépondérante de la Russie les cabinets occidentaux entrevirent un danger pour l'existence de la Turquie.

Ils unirent tous leurs efforts pour démolir cette position exceptionnelle qu'occupait la Russie grâce aux liens religieux qui l'unissaient aux populations orthodoxes de la Turquie. Les cabinets occidentaux n'attendaient qu'un prétexte pour provoquer une collision entre la Russie et la Turquie.

Elle devait provoquer une intervention des puissances qui, sous prétexte de maintenir l'indépendance et les droits du sultan, enlèverait à la Russie sa position prépondérante.

La querelle qui s'éleva en 1853 entre les orthodoxes et les catholiques à propos des lieux saints fournit le prétexte cherché. Napoléon III la mit à profit pour écraser au moyen d'une coalition européenne l'empereur Nicolas I^{er}. Comme la Porte tardait à exécuter les réclamations que la Russie lui avait faites, les troupes russes, sans que la guerre fût déclarée, occupèrent les principautés du Danube; ce n'était qu'une mesure coercitive. Elle fut suivie de l'entrée des escadres anglaise et française dans la mer de Marmara.

En réponse aux protestations de la Russie, l'Angleterre et la France s'allièrent (20 janvier 1854) avec la Turquie contre la Russie. Le 2 décembre 1854 l'Autriche adhéra à l'action des puissances maritimes.

Cependant il se poursuivait à Vienne dans le courant de l'année 1853, des négociations entre les représentants des puissances pour prévenir une guerre générale. Plus tard, lorsqu'elle commença une conférence fut convoquée sur l'initiative du cabinet de Vienne, mais sans le concours de la Russie pour poser les bases de la paix.

L'Empereur Nicolas donna son assentiment à ce qu'un plénipotentiaire russe prît part aux négociations auxquelles les quatre propositions suivantes formulées par les puissances occidentales serviraient de point de départ :

1° Garantie commune offerte par les cinq puissances des droits de religieux et civils des populations chrétiennes de l'empire ottoman, sans distinction de culte ; 2° protectorat des principautés danubiennes exercé en commun par les cinq puissances ; 3° révision du traité de 1844, la Russie ne s'opposant pas à son abolition, si le sultan, comme principale partie intéressée, y consent ; 4° liberté de la navigation du Danube.

Le plénipotentiaire de la Russie, prince Gortchakow, fut autorisé à déclarer que le cabinet impérial acceptait les quatre propositions comme point de départ des négociations.

A la séance du 28 novembre l'ambassadeur de France près la Cour de Vienne donna lecture d'un mémoire qu'il avait préparé avec lord Westmorland et le comte Buol. Ils y indiqueraient leur pensée quant au mode de précision des quatre points en question. Dans cette pièce au point 3 il est dit : « La révision du traité du 13 juillet 1844 doit avoir pour objet de rattacher plus complètement l'existence de l'empire ottoman à l'équilibre européen et de mettre fin à la prepondérance de la Russie dans la mer Noire. Quant aux arrangements à prendre à cet égard, ils dépendent trop directement des événements de la guerre pour qu'on puisse dès à présent en arrêter les bases. Il suffit d'en indiquer le principe ».

A ce sujet le prince Gortchakow déclara qu'il consentait à la phrase qui disait « rattacher plus complètement l'existence de l'empire ottoman à l'équilibre européen », mais il se refusera à s'obliger de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire.

A la séance du 19 avril le plénipotentiaire de la France, Drouyn de Lhuys présenta son projet de propositions rédigées comme suit :

Article premier. — Les hautes parties contractantes, désirant que la Sublime Porte participe aux avantages du concert établi par le droit public entre les états de l'Europe, s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement et considèrent, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d'intérêt européen.

Article 2. — Si un conflit survenait entre la Porte et l'une des puissances contractantes, ces deux états avant de recourir à la force, devraient mettre les autres puissances en mesure de prévenir cette extrémité par des mesures pacifiques.

Article 3. — L'empereur de Russie et le sultan, voulant se donner réciproquement un témoignage de leur confiance et prévenir les inquiétudes qui pourraient naître du développement excessif de leurs forces navales dans l'Euxin, s'engagent à n'avoir, chacun dans cette mer, que quatre vaisseaux, quatre frégates avec un nombre proportionné de

bâtiments légers et de navires non armés exclusivement adaptés au transport des troupes.

Article 4. — La règle de la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, consacrée par le traité de 1841, restera en vigueur, sauf exceptions spécifiées dans les articles suivants :

Article 5. — Chacune des puissances contractantes qui n'ont pas d'établissements dans la mer Noire sera autorisée par un firman, en le notifiant cinq jours à l'avance, à faire entrer dans cette mer un nombre de bâtiments égal à la moitié des forces navales que chacune des deux puissances riveraines y entretiendra conformément à l'article 3.

Article 6. — En aucun temps, les vaisseaux de guerre des nations étrangères, à l'exception des bâtiments légers, appartenant aux ambassades, admis jusqu'à ce jour, ne pourront jeter l'ancre à la Corne d'Or, et en temps de paix le nombre des vaisseaux de ligne des puissances contractantes, qui n'ont pas d'établissements dans la mer Noire, ne pourra pas être de plus de quatre à la fois devant Constantinople dans leur trajet des Dardanelles à la mer Noire et de la mer Noire aux Dardanelles.

Article 7. — Dans le cas où le sultan serait menacé d'une agression, il se réserve le droit d'ouvrir les passages à toutes les forces navales des alliés.

A la séance du 20 avril le prince Gortchakow déclara que la Russie ne s'imposerait pas l'obligation de répondre de l'intégrité de l'empire ottoman et de la faire respecter par l'emploi de la force. Les deux plénipotentiaires russes

Gortchakow et Titow déclarèrent les propositions de Drouyn de Lhuys, comme déroatoires aux droits de souveraineté de l'empereur de Russie, contraires à l'équilibre européen et dangereuses pour l'indépendance de la Turquie. En conséquence le prince Gortchakow présenta à la séance du 22 avril le contre-projet suivant :

Les Hautes Parties contractantes ayant à cœur de faire cesser les inquiétudes qui pouvaient naître de l'inégalité des forces navales des deux puissances riveraines dans le bassin de la mer Noire, S. H. le sultan, par un acte spontané de sa volonté souveraine, consent à modifier la règle de la clôture des détroits des Dardanelles et du Bosphore, consacrée par le traité du 13 juillet 1841 et à accorder désormais indistinctement aux pavillons de guerre de toutes les nations le libre passage à travers ces détroits pour se rendre de l'archipel dans la mer Noire et *vice versa*.

Article premier. — Les dispositions qui régleront le passage des bâtiments de guerre à travers les détroits et détermineront les points et la durée des mouillages, feront l'objet d'un règlement spécial que la Sublime Porte promulguera selon les besoins de sa sécurité.

Article 2. — Le règlement mentionné, à l'article précédent sera identique pour les pavillons de guerre de toutes les nations en état de paix avec la Sublime Porte qui, appelés à en jouir sur un pied de parfaite égalité, s'engageront à l'observer scrupuleusement.

Article 3. — S. H. le sultan se réserve toutefois, en vue de circonstances particulières, d'apporter dans les dispo-

sitions de ce règlement en faveur de tel pavillon qu'il lui plaira, des modifications exceptionnelles et transitoires, destinées à en élargir les franchises pour un temps limité.

Article 4. — Pour le cas où la Sublime Porte serait elle-même en état de guerre, ou verrait sa sécurité compromise par des hostilités qui viendraient à éclater entre d'autres puissances, S. H. le sultan se réserve la faculté de suspendre le libre passage à travers les détroits, soit totalement, soit partiellement jusqu'à la cessation des circonstances qui auraient motivé cette mesure (1).

Lord John Russel déclara n'être point autorisé par ses instructions à discuter ce projet fondé sur le principe de l'ouverture. Drouyn de Lhuys fit une déclaration identique. Aali-pacha dit que son gouvernement désirait en rester à la vieille règle de la Porte.

Les Autrichiens appuyèrent ce langage. Les plénipotentiaires russes observèrent que le projet russe était l'ouverture avec tous les bénéfices essentiels de la clôture, tandis que le plan des alliés sous le nom spécieux de clôture, introduisait, en réalité, l'ouverture aggravée des conditions les plus compromettantes pour la souveraineté ottomane, car elles étaient arbitraires et édictées au profit exclusif de quelques puissances.

Drouyn de Lhuys proposa la neutralisation de la mer Noire, puis déclara avec lord John Russel qu'ils allaient partir, car leurs instructions étaient épuisées.

(1) Serge Goriainow, *Le Bosphore et les Dardanelles*, pp. 115-116.

Le prince Gortchakow, constatant que la conférence n'avait pas agréé son projet de convention sur l'ouverture des détroits, présenta à la séance du 26 avril le contre-projet suivant :

Article premier. — Le principe de la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, en temps de paix, consacré par l'ancienne législation de la Sublime Porte et par le traité du 13 juillet 1841 reste en pleine vigueur.

Article 2. — S. H. le sultan se réserve la faculté d'ouvrir à titre d'exception transitoire, les détroits des Dardanelles et du Bosphore aux flottes des puissances étrangères que la Sublime Porte croirait devoir appeler, lorsqu'elle jugerait sa sécurité menacée.

Les plénipotentiaires de France et d'Angleterre se tenaient au principe de la limitation. Les plénipotentiaires d'Autriche trouvaient que le projet n'était qu'une ébauche, ils protestaient contre l'article 2 qui n'offrait aucune garantie aux puissances contre la politique de la Russie.

Le prince Gortchakow remarqua que cet article rendait hommage à l'autonomie de la Turquie, en la constituant seule juge des dangers qui pourraient la menacer et en lui laissant la plus entière liberté de choix quant à ceux qu'elle voudrait appeler pour conjurer le danger.

L'Autriche insistant sur une garantie obligatoire et active de toutes les puissances pour l'intégrité des possessions du sultan et sur l'exclusion de la Russie du nombre des puissances, auxquelles la Porte aurait pu recourir en cas de danger, avait imaginé une nouvelle combinaison exposée

dans les propositions suivantes que l'Autriche fit au cours de Londres et de Paris et que soutenait Drouyn de Lhuys : 1° garantie européenne du maintien de l'empire ottoman ; 2° fermeture des détroits avec quelques avantages en faveur des alliés ; 3° ils auraient en permanence chacun deux frégates dans la mer Noire ; 4° si la Russie augmente le nombre de ses vaisseaux au delà du *statu quo* actuel, les alliés auraient le droit d'avoir dans la mer Noire un nombre de bâtiments correspondant à la moitié de ceux de la Russie ; 5° en présence d'un danger réel pour la Porte, les alliés auraient le droit de faire entrer leurs flottes entières dans la mer Noire ; 6° traité séparé entre l'Autriche et la Russie, par lequel cette dernière puissance s'engageait à ne pas faire dépasser à ses vaisseaux de la mer Noire le chiffre du *statu quo ante*. Ces propositions n'avaient rien de commun avec la neutralisation, ni avec la limitation des forces maritimes comme le comprenait le cabinet de Paris, mais Drouyn de Lhuys cédant aux instances du comte Buol, avait résolu de les soutenir ; quant à Napoléon III et à lord Palmerston ils les avaient déclinées.

Le 4 juin eut lieu la dernière séance de la conférence dans laquelle on fit lecture des propositions autrichiennes modifiées qui consistaient dans les points suivants :

1° Garantie de l'indépendance et de l'intégrité de la Porte d'après le sens des articles 1 et 2 du projet de Drouyn de Lhuys, présentés à la séance du 19 avril.

2° Une entente directe devra être établie entre la Russie et la Turquie sur le chiffre des vaisseaux de guerre que les

deux puissances croient devoir entretenir dans la mer Noire.

La Russie s'engage à ne pas augmenter le nombre de ses bâtiments actuellement à flot dans l'Euxin.

3° La règle sur la clôture des détroits, sanctionnée par le traité du 13 juillet 1841, reste en vigueur sauf dans les cas prévus par les articles suivants.

4° Chacune des puissances contractantes qui n'a pas d'établissements sur la mer Noire a le droit d'y entretenir deux frégates.

5° La Porte a la faculté d'ouvrir les détroits aux alliés lorsqu'elle se croira menacée d'un danger.

Le prince Gortchakow déclara ne pas pouvoir accepter la clause, d'après laquelle le nombre des vaisseaux russes ne devait pas dépasser l'état actuel des bâtiments à flot dans la mer Noire. L'expression « bâtiments actuellement à flot dans l'Euxin » n'avait pas une signification bien compréhensible, car toute la flotte russe dans la mer Noire avait été coulée. Cette clause réduisait le nombre des vaisseaux russes à zéro.

Les négociations n'aboutirent à aucun résultat. Elles furent reprises après la chute de Sébastopol (septembre 1855).

Le 1^{er} février 1856, les plénipotentiaires des puissances signèrent à Vienne les conditions préliminaires de paix, avec la réserve que les négociations ultérieures se feraient à Paris.

Ces préliminaires se divisaient en cinq points intitulés : 1° des principautés danubiennes ; 2° du Danube ; 3° de la

mer Noire ; 4° des populations chrétiennes vassales de la Porte ; 5° des conditions spéciales.

Comme représentants de la Russie au congrès de Paris furent nommés le comte Alexis Orlov et le baron Philippe Brunnow. Le traité de Paris fut signé le 30 mars 1856.

Le préambule de ce traité dit que l'empereur des Français, la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur de toutes les Russies, le roi de Sardaigne et l'empereur des Ottomans ont résolu de s'entendre avec l'empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant par des garanties efficaces et réciproques l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman. Considérant que le roi de Prusse avait signé la convention du 13 juillet 1841, ces mêmes souverains l'invitèrent à envoyer des plénipotentiaires au congrès.

L'article 7 de ce traité admet la Porte à participer aux avantages du droit public et du concert européen. Les souverains mentionnés plus haut s'engagèrent, chacun de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantirent en commun la stricte observation de cet engagement et considérèrent, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général.

L'article VIII prévoit le cas d'un dissentiment qui viendrait à surgir entre la Porte et l'une des puissances. Il devra être aplani par l'action médiatrice des autres puissances contractantes.

Par l'article IX le sultan communique aux puissances un firman, spontanément émané de sa volonté suprême pour améliorer le sort des populations chrétiennes de son empire.

Selon l'article X la convention du 13 juillet 1841 relative à la clôture des détroits, fut révisée d'un commun accord.

Les articles XI et XIII concernent la neutralisation de la mer Noire, son ouverture au commerce et la défense d'établir sur son littoral des arsenaux maritimes (1). Les dispositions de cet article ne s'étendent pas à l'arsenal de Nicolaïeu situé à l'embouchure du Boug à quelque distance de la rive de la mer Noire. Les plénipotentiaires russes déclarèrent qu'aux chantiers de ce port ne seront construits que des bâtiments légers affectés au service des côtes.

D'après l'article XIV la convention conclue entre la Russie et la Turquie à l'effet de déterminer la force, et le nombre de bâtiments légers qu'elles se réservent d'entretenir dans la mer Noire pour le service de leurs côtes est annexé au traité général. Elle ne pourra être ni annulée, ni modifiée sans l'assentiment des puissances signataires de ce traité.

Par la convention séparée conclue entre la Russie et la Turquie, les deux puissances se sont réservé, chacune d'entretenir dans la mer Noire six bâtiments à vapeur de 50 mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de 800 tonneaux au maximum, et quatre bâtiments légers à

(1) Traité de Paris du 30 mars 1856. *Archives diplomatiques* publiées par M. Amyot.

vapeur ou à voiles d'un tonnage qui ne dépassera pas 200 tonneaux chacun (1).

Les articles, qui se rapportent aux principautés de Valachie et de Moldavie, écartent toute protection exclusive exercée sur elles par l'une des puissances. Ces provinces ainsi que la Serbie, conservent les privilèges et les immunités dont elles étaient en possession sous la garantie générale de toutes les puissances.

La convention concernant les détroits des Dardanelles et du Bosphore, annexée au traité principal, constate la détermination unanime des puissances de se conformer à l'ancienne règle de l'empire ottoman, d'après laquelle les détroits des Dardanelles et du Bosphore sont fermés aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix.

La convention conclue à Londres, le 13 juillet 1841, est renouvelée avec addition d'un troisième article, d'après lequel l'exception à la règle générale s'applique aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, que chacune des puissances riveraines est autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du fleuve, et dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque puissance (2).

(1) Convention relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre que les puissances entretiendront dans la mer Noire, article 2. *Archives diplomatiques* publiées par M. Amyot.

(2) Convention des Détroits, signée à Paris le 30 mars 1856. *Archives diplomatiques* publiées par M. Amyot.

VIII

La Russie, blessée dans sa dignité, cherche à s'affranchir des stipulations du traité de Paris qui avaient porté atteinte à son honneur et limité ses droits souverains dans la mer Noire. — La dépêche circulaire du prince Gortchakow du 29 octobre 1870. — La conférence de Londres de 1870.

L'Allemagne et la France continuaient à être aux prises. L'investissement de Metz fut suivi de la marche des Allemands sur Paris et du siège de cette ville. Ce concours de circonstances était des plus favorables pour déterminer la Russie à s'affranchir d'un acte international qu'elle considérait comme contraire à sa dignité. La France dont le souverain détrôné avait été le promoteur de l'idée de la neutralisation de la mer Noire se consumait dans une lutte avec un ennemi qui n'admettait ni médiation ni arbitrage. Son alliée du temps de la guerre de Crimée l'Angleterre, qui s'était portée garante avec elle et l'Autriche de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman, se tenait à l'écart et isolée. Les hommes d'Etat ne manifestaient pas contre la Russie la même haine que lord Palmerston. L'Au-

triche absorbée par la contemplation de la lutte entre l'Allemagne et la France n'osait porter secours à celle-ci, de peur de voir la Russie prendre part au conflit.

La Turquie restée dans l'isolement n'aurait pas osé s'opposer à l'abolition des clauses restrictives de 1856. L'attitude calme que garda la Russie dans l'agitation, produite par la guerre franco-allemande en Orient au sein de la population chrétienne en Serbie, au Monténégro, en Bulgarie, en Grèce et jusqu'en Candie, contribua grandement à l'apaisement des esprits et à la pacification. Il faut ajouter à cela que le grand vizir Aali-pacha était un homme prudent et raisonnable.

Enfin, la Prusse, dont le roi qui était uni à l'empereur de Russie par les liens de parenté et d'amitié, avait comme son chancelier, le comte de Bismarck, besoin de la Russie pour achever la lutte avec la France, s'était rangée du côté de la Russie.

Ainsi, le moment semblait propice au désir de la Russie de se dégager des clauses du traité de Paris qui gênaient sa liberté. Dans tous les cas, aucune des puissances, qui avaient pris part à la coalition de 1854, n'était en mesure de lui faire la guerre, et les efforts que tous les cabinets avaient tentés pour circonscrire la lutte entre la France et la Prusse semblaient indiquer qu'ils étaient bien loin de vouloir en étendre les calamités à tout l'Orient de l'Europe.

Enfin, survint le moment attendu depuis longtemps, choisi par l'empereur de Russie pour annoncer sa décision à l'Europe. Son chancelier comprenait toute la difficulté

du problème et toute l'importance de la démarche qui allait être entreprise et devant laquelle on ne pouvait reculer une fois qu'elle était faite. Il s'agissait d'annuler, par une déclaration unilatérale de la Russie, les stipulations d'un acte international qu'elle avait signé avec six autres puissances. La déclaration de la Russie, qu'elle ne pouvait plus tolérer l'existence des restrictions qui lui étaient imposées et qu'elle réclamait l'abolition des clauses du traité de Paris sur la neutralisation de la mer Noire, fut insérée dans la dépêche circulaire du prince Gortchakow du 29 octobre 1870 aux cabinets des puissances signataires du traité de Paris. Cette dépêche disait que les altérations successives, qu'avaient subies durant les dernières années les transactions considérées comme le fondement de l'équilibre de l'Europe, avaient placé le cabinet impérial dans la nécessité d'examiner les conséquences qui en résultaient pour la position politique de la Russie. Parmi ces transactions, celle qui intéressait le plus directement la Russie était le traité de 1856 ; il limitait ses forces navales et proclamait le principe de la neutralisation de la mer Noire. Dans la pensée des puissances signataires ce principe devait écarter toute possibilité de conflit, soit entre les riverains, soit entre eux et les puissances maritimes. L'expérience de quinze années a prouvé que ce principe duquel dépendait la sécurité de toute l'étendue des frontières de l'empire russe dans cette direction ne reposait que sur une théorie. En réalité tandis que la Russie désarmait dans la mer Noire et s'interdisait même loyalement la possibilité de prendre des mesures de

défense maritime efficace dans les mers et ports adjacents, la Turquie conservait le droit d'entretenir des forces navales illimitées dans l'archipel et les détroits ; la France et l'Angleterre gardaient la faculté de concentrer leurs escadres dans la Méditerranée. En outre, aux termes du traité l'entrée de la mer Noire était formellement et à perpétuité interdite au pavillon de guerre, soit des puissances riveraines soit de toute autre puissance, mais en vertu de la convention dite des détroits le passage par ces détroits n'était fermé aux pavillons de guerre qu'en temps de paix. Il résultait de cette contradiction que les côtes de l'empire russe se trouvaient exposées à toutes les agressions, même de la part des états moins puissants, du moment où ils disposaient de forces navales auxquelles la Russie n'avait pas à opposer que quelques bâtiments de faibles dimensions.

Dans la dépêche circulaire du prince Gortchakow du 29 octobre 1870, l'empereur de Russie déclarait :

1° Qu'il ne saurait se considérer plus longtemps comme lié aux obligations du traité de 1856, autant qu'elles restreignaient ses droits de souveraineté dans la mer Noire ;

2° Qu'il se croyait en droit et en devoir de dénoncer au sultan la convention spéciale additionnelle audit traité, qui fixait le nombre et la dimension des bâtiments de guerre que les deux puissances riveraines se réservaient d'entretenir dans la mer Noire ;

3° Qu'il en informait loyalement les puissances signa-

taires et garantes du traité général dont cette convention spéciale faisait partie intégrante ;

4° Qu'il rendait sous ce rapport au sultan la plénitude de ses droits, comme il les reprenait également pour lui-même.

En communiquant cette dépêche au gouvernement, auprès duquel ils étaient accrédités, les représentants diplomatiques de l'empire russe reçurent l'ordre de constater que l'empereur n'avait en vue que la sécurité et la dignité de son empire, et qu'il n'entraînait nullement dans sa pensée de soulever la question d'Orient.

Sur ce point, comme partout ailleurs, il n'avait point d'autre vœu que la conservation et l'affermissement de la paix. Il maintenait entièrement son adhésion aux principes généraux du traité de 1856 qui avaient fixé la position de la Turquie dans le concert européen. Il était prêt à s'entendre avec les puissances signataires de cette transaction, soit pour en confirmer les stipulations générales, soit pour les renouveler, soit pour y substituer tout autre arrangement équitable, qui serait jugé propre à assurer le repos de l'Orient et l'équilibre européen.

La question soulevée par la Russie fut soumise aux délibérations d'une conférence de représentants des grandes puissances convoquée à Londres.

Le 17 janvier eut lieu la première séance de la conférence, mais le plénipotentiaire français ne put arriver à temps pour y assister. Les cabinets s'étaient entendus sur deux points. D'abord il avait été résolu que les déterminations

tions prises par le cabinet impérial ne formeraient l'objet d'aucune contestation. En second lieu, il avait été convenu que l'on signerait un protocole destiné à reconnaître le principe de droit d'après lequel les traités ne pouvaient être modifiés qu'à la suite d'un accord général entre les parties contractantes.

Après avoir ouvert la séance, le plénipotentiaire ottoman Musurus-pacha proposa la présidence à lord Granville, qui prononça un discours qui terminait par ces mots : « L'unanimité avec laquelle la conférence a été acceptée par toutes les puissances fournit une preuve éclatante qu'elles reconnaissent que c'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucune d'elles ne peut se délier des engagements d'un traité ni en modifier les stipulations qu'à la suite de l'assentiment des parties contractantes au moyen d'une entente amicale ». En foi de quoi, tous les plénipotentiaires signèrent un protocole rédigé dans ces mêmes termes. Il était entendu que la déclaration n'avait pas d'effet rétroactif.

Après cela, le baron Brunnow exposa devant la conférence les raisons qui servaient à motiver la demande de révision. Le comte Bernstorff s'acquitta des ordres de sa cour pour proposer les considérations politiques qui venaient à l'appui de la présente révision. Musurus-pacha pria de différer de quelques jours la prochaine séance pour lui donner le temps de bien considérer la proposition de la Russie. Lord Granville déféra à cette demande pour ménager à Jules Favre l'occasion d'arriver à Londres.

Ainsi la résolution de l'empereur de Russie de se délier des stipulations du traité de Paris fut reconnue par tous les plénipotentiaires comme un fait accompli et en même temps, disparurent toutes les craintes qu'avait pu concevoir le chancelier de Russie, que la conférence ne donnât un appel rétroactif au principe de droit international qu'on venait de sanctionner.

L'absence du plénipotentiaire français embarrassait beaucoup lord Granville ; le plénipotentiaire français, Jules Favre, refusait de quitter Paris, quoiqu'un sauf-conduit lui fût déjà préparé au quartier général prussien. Il fallait présumer que Jules Favre déclinait de prendre part à une conférence, qui évitait de se prononcer dans le conflit franco-allemand et se refusait à reconnaître le gouvernement existant alors en France. Après avoir tenu deux fois conseil, le cabinet anglais décida de continuer les travaux de la conférence sans attendre le plénipotentiaire français.

Une autre difficulté d'ordre politique se présentait. Comment pourrait-on anéantir les résultats obtenus par la guerre de Crimée sans offrir à la Turquie un certain gage de sûreté en compensation de ceux qu'elle allait perdre, et prouver à l'Angleterre que tous ses sacrifices en hommes et en argent n'avaient pas été consentis inutilement ? Lors des conférences de Vienne, deux systèmes avaient été proposés pour garantir l'intégrité et l'indépendance de l'empire-ottoman. Le premier était français d'origine. Il visait la neutralisation de la mer Noire. Ce système n'avait plus aucune chance de réussir et avait fait son temps,

même aux yeux des Anglais. L'autre système était d'origine anglaise. Il consistait à tenir en équilibre dans la mer Noire la marine russe et celle de la Turquie.

Après la séance de pure forme, les plénipotentiaires établirent entre eux les bases d'un accord, qui fut déterminé par les articles suivants et consigné dans un mémorandum spécial.

Article premier. — Le principe de la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, en temps de paix invariablement établi comme ancienne règle de l'empire ottoman et confirmé par le traité de Paris du 30 mars 1856, reste en pleine vigueur.

Art. 2. — S. M. le sultan, en vertu du droit de souveraineté, qu'il exerce sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles se réserve, en temps de paix la faculté de les ouvrir, à titre d'exception transitoire dans le seul cas où la sécurité de son empire lui ferait reconnaître la nécessité de la présence des bâtiments de guerre des puissances non riveraines.

Art. 3. — Il est convenu que la stipulation, contenue dans l'article précédent remplacera désormais celles des articles 11, 13 et 14 du traité de Paris du 30 mars 1856 ainsi que la convention spéciale conclue entre la Russie et la Porte et annexée à l'article 14.

Art. 4. — Les Hautes Parties contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du traité du 30 mars 1856, ainsi que ses annexes qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent traité.

Les articles, compris dans ce mémorandum obtinrent l'adhésion de tous les plénipotentiaires qui s'obligèrent à solliciter l'approbation de leurs gouvernements.

En ce qui regardait la question de forme, on convint de suivre la procédure suivante : 1° le protocole restait ouvert à la France ; 2° la modification des autres stipulations du traité de Paris sera constatée dans la même forme que le traité primitif, c'est-à-dire par un document revêtu de la ratification des souverains ; dans ce but, la conférence signera un protocole en se réservant de la convertir en traité ; 3° à ce traité sera jointe une convention spéciale, conclue directement entre la Russie et la sublime Porte à l'effet d'abroger les stipulations contenues dans la convention annexée à l'article 14 du traité de Paris.

Le gouvernement ottoman accepta la rédaction des quatre articles, qu'avaient élaborés les plénipotentiaires le 24 janvier, à l'exception des termes « puissances non riveraines » introduites dans l'article 2. Musurus-pacha reçut l'ordre de maintenir une parité complète entre les Russes et les Occidentaux en proposant de modifier la rédaction en ce sens que la Porte aurait le droit d'ouvrir les détroits aux flottes des « puissances amies ». Le baron Brunnow fut chargé d'appuyer Musurus-pacha. Mais celui-ci s'était obligé devant Granville à accepter les quatre articles du projet dans la rédaction déjà approuvée, et dans ce nombre, le second avec les termes « puissances non riveraines » ; le baron Brunnow, par conséquent, dut s'exécuter et signer le projet des quatre articles.

Le plénipotentiaire ottoman resta seul à insister sur la substitution des termes « puissances amies » à ceux de « puissances non riveraines ».

La troisième séance de la conférence fut fixée pour le 3 février. Lord Granville ouvrit la séance du 3 février en récapitulant la teneur des quatre articles concertés le 24 janvier et approuvés par les cabinets ; ces articles furent insérés dans le protocole de la séance.

Le plénipotentiaire ottoman présenta son contre-projet :

1° Tant que la Porte est en paix les détroits restent fermés à tous les bâtiments de guerre étrangers sans aucune exception, sauf les bâtiments légers employés au service des légations et du Danube ;

2° La Porte se réserve le droit d'ouvrir en temps de paix les détroits aux bâtiments de guerre des puissances amies et alliées, dans le cas seul où ses intérêts et sa sécurité lui semblerait l'exiger.

Le plénipotentiaire ottoman expliqua le motif de l'amendement que son gouvernement avait proposé sous la forme des termes « puissances amies », par le désir du sultan de ne pas être limité dans ses alliances et de ne pas susciter le mécontentement de la Russie.

La situation fut sauvée par la proposition italienne dont les termes étaient les suivants :

« Le principe de la fermeture du Bosphore et des Dardanelles, tel qu'il a été établi par le traité séparé du 30 mars 1856 est maintenu avec la faculté au sultan de les ouvrir

en temps de paix aux flottes des puissances amies et alliées dans le cas où cela serait nécessaire pour l'exécution du traité de Paris du 30 mars. »

Brunnow accepta la proposition italienne telle quelle. La nomination par le gouvernement français du duc de Broglie, comme plénipotentiaire à la conférence détermina lord Granville à ne pas procéder à la clôture de la conférence sans attendre l'arrivée du représentant français. Il pensa que comme l'adhésion de la France aux résolutions de l'assemblée serait devenue, tôt ou tard, indispensable pour donner aux actes de la conférence la sanction de la reconnaissance formelle de la part de toutes les puissances signataires du traité de Paris, il était préférable de clore la conférence en présence du plénipotentiaire de France qui se montrerait plus disposé à prêter son concours aux résolutions déjà prises que s'il se trouvait appelé à souscrire aux résultats d'une conférence déjà close. Mais avant l'arrivée du duc de Broglie les plénipotentiaires convinrent entre eux de préciser les résultats acquis de la négociation, tels qu'ils étaient constatés dans le protocole paraphé de la dernière séance. De plus il demeura entendu que la rédaction italienne relative à l'ouverture facultative des détroits réservée au sultan avait reçu l'adhésion unanime des membres de la conférence.

Le préambule et le traité rédigés par le baron Brunnow et le comte Bernstorff étaient ainsi conçus :

« Au nom de Dieu Tout-Puissant S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de

Hongrie, S. M. l'Empereur d'Allemagne le Chef du pouvoir exécutif de la République française, S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi d'Italie, S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur des Ottomans ont jugé nécessaire de réunir leurs représentants en Conférence à Londres afin de s'entendre, dans un esprit de concorde, sur la révision des stipulations du Traité conclu à Paris le 30 mars 1856, relatives à la navigation de la mer Noire, ainsi qu'à celle du Danube ; désirant en même temps assurer dans ces contrées de nouvelles facilités au développement de l'activité commerciale de toutes les nations, les Hautes Parties contractantes ont résolu de conclure un Traité et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les articles 11, 13 et 14 du traité de Paris du 30 mars 1856 ainsi que la convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie et annexée audit article 14 sont abrogés et remplacés par l'article suivant.

Article 2. — Le principe de la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, tel qu'il a été établi par le traité séparé du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté pour Sa Majesté le sultan d'ouvrir lesdits détroits en temps de paix aux flottes des Puissances amies et alliées dans le cas où l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856 l'exigerait.

Article 3. — La mer Noire reste ouverte comme par le passé à la marine marchande de toutes les nations.

Article 4 et 7. — Relatifs à la navigation sur le Danube.

Article 8. — Les Hautes Parties contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du Traité du 30 mars ainsi que ses annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent Traité.

Lord Granville fit lire le projet du traité au duc de Broglie qui y adhéra, en déclarant que le maintien du traité de Paris aurait satisfait la France, mais que son désir de conciliation la déterminait à consentir à la révision.

À la dernière séance, qui eut lieu le 14 mars, le projet du traité fut approuvé par l'assemblée avec quelques modifications proposées par le plénipotentiaire ottoman dans la rédaction de l'article 2 ; les mots : « le traité séparé du 30 mars 1856 » furent remplacés par « convention séparée du 30 mars 1856 » ; les mots « les flottes des puissances » par « les bâtiments de guerre des puissances ». La fin de l'article 2 fut formulée de la manière suivante : « dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du traité de Paris ».

Le 15 mars, les plénipotentiaires signèrent le nouveau traité, qui fut daté du 13 mars. Le 16 mars fut signée, par les plénipotentiaires de Russie et de Turquie, la convention

séparée à la place de celle du 30 mars 1856, datée aussi du 13 mars.

Ainsi se trouvait heureusement résolue, après des débats de plus de deux mois, la question soulevée par la Russie sur l'abrogation des clauses du traité de Paris qui amoindrissaient ses droits souverains.

IX

Entrevue des empereurs Alexandre et François-Joseph à Reichstadt (8 juillet 1876). — Convention conclue entre l'Autriche et la Russie le 15 janvier 1877 et signée le 18 mars 1877. — La guerre d'Orient 1877-1878. — Les calculs de la Russie de conclure la paix avec la Turquie sans l'intervention des autres puissances sont déjoués. — Les préliminaires de paix de San-Stefano. — Le congrès de Berlin.

En 1875, en plein été, la population chrétienne du midi de l'Herzégovine se soulevait contre les percepteurs d'impôts. L'insurrection gagna le nord de la province et passa en Bosnie. Désirant mettre fin à une lutte sanglante que la Porte n'avait pas les moyens de maîtriser, les grandes puissances envoyèrent avec l'agrément du sultan, des commissaires en Herzégovine pour y faire une enquête sur les causes du soulèvement, les doléances de la population et ses désirs. Cette mesure n'obtint aucun succès parmi les chrétiens, qui n'avaient aucune foi dans les promesses des Turcs. Pendant ce temps, l'irritation se propageait dans les principautés de

Serbie et de Monténégro. La Serbie se mit à s'armer promptement. A Vienne on appréhenda l'union des provinces révoltées aux principautés. D'après l'idée d'Andrassy, la Bosnie et l'Herzégovine devaient rester soumises au sultan, mais leur pacification durable ne saurait être obtenue que par de sérieuses réformes qui constituaient l'objet d'un mémoire qu'Andrassy confia à Novikow pour être remis au gouvernement russe. Dans cet écrit, Andrassy proposait la reconnaissance de la liberté religieuse absolue pour les chrétiens de tous les rites, de leur égalité complète en droit et en fait avec l'Islam, l'abolition du fermage, des impôts des corvées et dîmes seigneuriales et l'amélioration du régime administratif.

Le gouvernement autrichien redoutait l'intervention de la Russie. Il prit les devants, et, du consentement des cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg, il adressa au divan, le 30 janvier 1876, la note Andrassy : « Les Puissances entendent qu'il soit mis un terme à une lutte ruineuse et sanglante, au moyen de réformes. Il faut que la religion chrétienne soit mise, en droit et en fait, sur le même pied que l'islamisme, que le fermage des impôts soit à tout jamais aboli, que l'exécution des réformes cesse d'être abandonnée à la discrétion de pachas, et, pour cela, que le contrôle de leur administration soit confié à une assemblée locale composée par moitié de chrétiens et de musulmans (1). »

(1) Edouard Driault, *La Question d'Orient*, p. 210.

Les réformes proposées par le comte Andrassy furent acceptées par le sultan, mais les insurgés de la Bosnie et de l'Herzégovine se refusèrent à croire aux promesses du sultan de les réaliser ; ils exigèrent d'autres concessions. En réponse à ces réclamations, la Porte renouvela les opérations militaires et se prépara à une campagne contre les Monténégrins pour les punir du secours qu'ils prêtaient aux insurgés. La Russie tendait à améliorer l'état des chrétiens dans les provinces turques, en accordant une large autonomie à la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie. L'Autriche n'avait en vue que de mettre fin à la lutte temporairement ; elle s'opposait à toute autonomie de ces provinces et ne tenait qu'à des réformes, qui auraient servi de replâtrage. Le prince Gortchakow tenait à convoquer une conférence exclusivement de premiers ministres pour débattre les conditions de la paix entre les Serbes et les Turcs et faire cesser les troubles au sein de l'empire ottoman.

Le prince Bismarck, ne jugeant pas le moment bien choisi pour sa convocation, refusa d'en prendre l'initiative et d'y participer.

Le comte Andrassy doutait de l'efficacité de la conférence, que la Russie proposait de convoquer à Constantinople. Ayant en vue principalement l'avenir, il attribuait une grande importance à l'entente à laquelle l'Autriche et la Russie étaient parvenues lors de l'entrevue de deux empereurs le 8 juillet 1876 à Reichstadt.

On avait examiné les deux hypothèses : celle où les Turcs sortiraient victorieux de la lutte et celle où ils seraient

vaincus. Dans le premier cas, l'on s'efforcerait d'empêcher que la guerre ne devint une lutte d'extermination. Pour ce qui est des insurgés, l'on était convenu de leur garantir les libertés et les réformes que la Porte leur avait promises. Dans le cas d'une défaite des Turcs, les puissances ne devaient pas admettre la formation d'un grand état slave. Les puissances étaient convenues que la Serbie obtiendrait une extension de territoire, du côté de la Drina en Bosnie et que le Monténégro serait arrondi par l'annexion d'une partie de l'Herzégovine adjacente. L'Autriche s'adjugerait la Croatie turque et les territoires en Bosnie adjacents à la frontière.

La Russie reprendrait ses frontières naturelles d'avant 1856 et pourrait s'étendre du côté de la mer Noire et dans la Turquie d'Asie, en s'annexant le port de Batoum. Dans le cas de la disparition de l'empire ottoman en Europe la Bulgarie, la Roumélie et l'Albanie pourraient former des états autonomes ; la Thessalie et l'Épire devraient être annexées à la Grèce ; Constantinople, avec une banlieue déterminée, deviendrait ville libre.

Dans le préambule de la convention secrète que le comte Andrassy fut chargé de rédiger, il était dit que les deux empereurs avaient jugé conforme à l'urgence d'obvier à la possibilité d'une collision des intérêts de leurs états respectifs, de s'entendre sur les conséquences de la guerre et de conclure à cet effet une convention additionnelle, destinée à régler d'avance les remaniements territoriaux que la guerre ou la dissolution de l'empire ottoman pourrait avoir pour résultat.

D'après le premier article, les parties contractantes ayant pour but final l'amélioration du sort des chrétiens, et voulant écarter tout projet d'annexions d'une étendue qui pourrait compromettre la paix ou l'équilibre européen, étaient tombées d'accord de limiter leurs annexions éventuelles aux territoires suivants : l'empereur de Russie, en Europe, aux territoires qui rétabliraient les anciennes frontières de l'empire avant 1856 ; l'empereur d'Autriche, à la Bosnie et à l'Herzégovine, à l'exclusion de la partie comprise entre la Serbie et le Monténégro.

Par l'article 2, les parties s'engagèrent à se prêter un mutuel concours sur le terrain diplomatique, si les remaniements territoriaux, résultant d'une guerre ou de la dissolution de l'empire ottoman, devaient donner lieu à une délibération collective des grandes puissances. Les deux parties confirmèrent dans l'article 3 tout ce qui avait été prévu par elles à Reichstadt, dans le cas d'un remaniement territorial ou de la dissolution de l'empire ottoman ; nommément, les puissances étaient convenues de ne pas admettre la formation d'un grand état slave ou autre. Elles étaient d'accord sur la constitution en états indépendants de la Bulgarie, de l'Albanie et de la Roumélie, sur l'annexion de la Thessalie, d'une partie de l'Épire et de la Crète à la Grèce et sur la transformation de Constantinople avec sa banlieue en ville libre. Cette convention fut signée le 18 mars 1877 quoiqu'elle fût datée du 15 janvier.

Le 30 octobre 1876, le général Ignatieff exigea de la Porte la promesse de l'autonomie de la Bosnie, de l'Her-

zégovine et de la Bulgarie, l'acceptation du contrôle européen sur toutes les réformes nécessaires, et il lui adressa la sommation de conclure un armistice avec la Serbie et le Monténégro, dans les quarante-huit heures ; sinon, il quitterait immédiatement Constantinople.

Le ministère anglais s'en effraya, ordonna à sa flotte d'aller mouiller à Besika, à l'entrée des Dardanelles, et lord Beaconsfield, dans un banquet solennel, tint le langage le plus belliqueux (1) : « La guerre peut éclater ; il n'y a pas une nation au monde qui mieux que ce pays soit préparée à la soutenir ».

La conférence convoquée à Constantinople se termina sans avoir atteint aucun résultat.

L'Angleterre fit un dernier effort pour empêcher une guerre entre la Russie et la Turquie.

Le 1^{er} mars, elle obtint la signature de la paix entre la Serbie et la Turquie ; puis elle demanda la réunion d'une nouvelle conférence à Londres : « par la note collective du 31 mars, la Porte fut mise en demeure d'exécuter les réformes demandées, de ramener son armée sur le pied de paix ; elle était avertie que les puissances veilleraient avec soin, par leurs ambassadeurs à Constantinople, sur la façon dont ses promesses seraient tenues ; enfin si le malaise dont souffrait l'Orient se prolongeait, les gouvernements européens se réservaient d'aviser en commun aux moyens qu'ils jugeraient les plus propres à assurer le bien-

⌚ (1) Dehidour, *Histoire diplomatique*, II, p. 497.

être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale ».

La Russie ajouta à la note collective des puissances une sommation particulière : « Si la Porte accepte les conseils de l'Europe et les termes du protocole de Londres, qu'elle envoie un ambassadeur spécial à Saint-Pétersbourg pour traiter du désarmement ».

Comme il fallait s'y attendre, la Porte repoussa toutes les propositions de l'Europe.

Après la réponse hautaine faite par la Turquie aux grandes puissances, la Russie déclara la guerre à la Turquie.

L'Angleterre tenta d'arrêter la Russie. Elle lui refusa le droit d'agir au nom de l'Europe, lui reprocha d'avoir rendu la paix impossible par ses armements et ses violences de langage, la déclara exclue du concert européen, renforça ses garnisons de Gibraltar et de Malte, ses escadres de l'Archipel. Mais impuissante à rien empêcher, elle se contenta ensuite de demander au tsar le respect des intérêts anglais dans le Levant.

Dans la note que lord Derby remit à Schouvalow, il déclara que, quoique l'Angleterre se fût proclamée neutre dans le conflit entre la Russie et la Turquie, elle se verrait obligée de sortir de sa neutralité si l'un des belligérants portait atteinte à la sécurité de la navigation sur le canal de Suez, ou bien si la Russie dirigeait une attaque sur l'Egypte, ou projetait de l'occuper bien que temporairement. Le gouvernement britannique, de même, n'aurait

été nullement enclin à voir avec indifférence la ville, si importante, de Constantinople passer dans d'autres mains que celles qui la détenaient en ce moment. L'arrangement sanctionné par toute l'Europe sur la navigation à travers les détroits du Bosphore et des Dardanelles paraissait au gouvernement de la reine sage et salulaire ; à son avis tout changement apporté à l'état de choses existant aurait été cause d'objections très sérieuses.

Le comte Schouvalow fut chargé de communiquer au ministre anglais que le gouvernement russe ne voulait ni bloquer, ni interrompre, ni menacer en rien la navigation du canal de Suez, et qu'il ne ferait pas entrer l'Égypte dans le rayon de ses opérations militaires. Pour ce qui concernait Constantinople sans pouvoir préjuger la marche ni l'issue de la guerre, le cabinet impérial répétait qu'une acquisition de cette capitale était exclue des vues de l'empereur. Il reconnaissait qu'en tout cas, le sort de Constantinople était une question d'intérêt commun, qui ne pouvait être réglée que par une entente générale, et que, si la possession de cette ville devait être mise en question, elle ne saurait appartenir à aucune des puissances de l'Europe. Quant aux détroits le prince Gortchakow trouvait que quoique les deux rives appartenissent au même souverain, ils formaient le débouché exclusif de deux vastes mers où tout le monde avait des intérêts. Il importait donc à la paix et à l'équilibre général que cette question fût réglée d'un commun accord, sur des bases équitables et efficacement garanties.

Dès que les troupes russes, après la prise de Plewna, se mirent en mouvement vers le midi se rapprochant de Constantinople, les appréhensions des Anglais se renouvelèrent. Ils ne manquèrent pas d'élever toute espèce d'obstacle à la progression de l'armée russe et à l'achèvement de la campagne. Lord Derby remit au comte Schouvalow un mémorandum, dans lequel il exposa que l'occupation de Constantinople même temporairement dans un but militaire souleverait le sentiment public en Angleterre, qui exigeait des mesures de précaution dont le gouvernement s'était jusqu'à présent abstenu. C'est pourquoi lord Derby exprimait l'espoir qu'aucune tentative ne serait faite pour occuper Constantinople ou les Dardanelles, autrement il se considérerait libre d'adopter telles mesures que les intérêts britanniques exigeraient.

Sous l'influence de l'ambassadeur britannique, sir Charles Layard, le sultan s'adressa aux puissances en demandant leur médiation. L'Allemagne la refusa ; l'Autriche s'y déroba ; le gouvernement de la reine l'accueillit.

Le prince Gortchakow, interrogé par l'ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, lord Loftus, si l'empereur agréerait des ouvertures de paix, répondit que l'empereur ne demandait pas mieux que d'arriver à la paix, mais qu'à cet effet la Porte devait s'adresser directement au commandant en chef des armées russes.

S'étant convaincu que la Russie n'acceptait aucune médiation, lord Derby conseilla à la Porte d'envoyer des

plénipotentiaires au quartier général de l'armée russe pour entamer des négociations.

Le 30 janvier le grand-duc Nicolas signa l'armistice d'Andrinople.

L'Angleterre inquiète était toute prête à intervenir. L'Autriche-Hongrie mobilisait ses corps d'armées de la frontière méridionale ; elle demandait la réunion d'une conférence européenne. Quant à Bismarck il déclarait solennellement au Reichstag qu'il ne chercherait qu'à garantir la paix, qu'à maintenir notamment le bon accord entre l'Autriche et la Russie, et qu'il ne voulait être qu'un « honnête courtier » entre les parties contractantes.

La convention d'Andrinople fut précisée le 3 mars suivant par le traité de San-Stefano ; il était l'impitoyable consécration de la victoire de la Russie. Le sultan devait payer une indemnité de guerre de cinq milliards et demi de francs, ou, s'il ne le pouvait, céderait à la Russie, en Asie Mineure, Batoum, Kars, Bayazid, en Europe, la Dabroudja que le tsar donnerait à la Roumanie en échange de la Bessarabie, ce qui porterait la frontière russe au Danube. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro seraient indépendants, la Serbie agrandie des districts de Nisch et Mitrovitza, le Monténégro agrandi de quelques territoires bosniaques et de deux ports sur l'Adriatique, Antivari et Dulcino. La Bosnie et l'Herzégovine seraient dotées d'institutions libérales, sous le contrôle de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. Et surtout il serait constitué une principauté autonome de Bulgarie, s'étendant du Danube à l'Archipel,

et comprenant les provinces de Bulgarie proprement dites, de Roumélie, de Macédoine et de Thrace. Cette Bulgarie aurait un prince élu, une assemblée élue qui élaborerait sa constitution sous la surveillance d'un commissaire russe chargé de pleins pouvoirs pendant deux ans et assisté d'un corps d'occupation de 50.000 russes. Enfin toutes les forteresses du Danube seraient démolies.

L'Autriche ne pouvait donner son consentement à ce traité. L'Angleterre n'y fut pas moins opposée. Elle savait pouvoir compter sur la France et sur l'Autriche. Le 1^{er} avril lord Beaconsfield et son secrétaire d'état aux affaires étrangères, lord Salisbury, lancèrent une note très vive, où, considérant que le traité de San-Stefano mettait la mer Noire sous l'absolue domination de la Russie et ne laissait à l'empire turc qu'une indépendance illusoire, ils déclaraient ce pacte inconciliable avec les légitimes intérêts de la Grande-Bretagne.

Par l'initiative du prince de Bismarck, on trouva la formule suivante pour inviter les puissances à prendre part à un congrès : « En conformité avec l'initiative prise par le cabinet de Vienne, l'Allemagne propose aux puissances signataires des traités de 1856 et 1871 de discuter en congrès les stipulations du traité de San-Stephano. Le président du congrès confirme la libre discussion de ce traité ».

Le congrès se réunit à Berlin le 13 juin, sous la présidence du prince de Bismarck. L'Allemagne y fut représentée, avec lui, par le baron de Werther et le prince de Hohenloe ; l'Autriche-Hongrie par le comte Andrassy, le comte Karo-

lyi et le baron de Haymerlé ; la France par MM. Waddington, de Saint-Vallier et Desprez ; l'Angleterre par lord Beaconsfield, lord Salisbury et lord Odo Russel ; l'Italie par le comte Corti et le comte de Launay ; la Russie par le prince Gortchakow, le comte Schouvalow et le baron d'Aubril ; la Turquie par Karathéodory-pacha, Sadoullah-bey et Méhémet Ali-pacha. Les traités définitifs qui furent signés un mois après, le 13 juillet, apportèrent, malgré les efforts des plénipotentiaires russes, de considérables modifications au traité de San-Stéfano. Ils eurent pour caractère essentiel de garantir en Orient l'équilibre que la Russie voulait rompre à son profit.

L'article 24 du traité de San-Stefano ne fait mention que du libre passage par les détroits, en temps de paix comme en temps de guerre, de bâtimens de commerce des puissances neutres (1). Il n'y est pas question de bâtimens de guerre russes.

L'article 63 du traité de Berlin abroge implicitement l'article 24 du traité préliminaire de San-Stefano et confirme les articles 2 et 3 du traité de Londres du 13 mars 1871. Ils sont ainsi conçus :

(1) Texte de l'article 24 du Traité préliminaire de paix entre la Russie et la Turquie signé à San-Stefano, le 3 mars 1878 : « Le Bosphore et les Dardanelles resteront ouverts en temps de guerre comme en temps de paix, aux navires marchands des états neutres arrivant des ports russes ou en destination de ces ports. La Sublime Porte s'engage en conséquence à ne plus établir dorénavant devant les ports de la mer Noire et de celle d'Azow de blocus fictif qui s'écarterait de l'esprit de la Déclaration signée à Paris, le 4/16 avril 1856 ».

Article 2. — « Le principe de la clôture des détroits des Dardanelles et du Bosphore tel qu'il a été établi par la Convention séparée, du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté pour S. M. I. le sultan d'ouvrir lesdits détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des Puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856. »

Article 3. — « La mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations (1) ».

Les articles 2 et 3 du traité de Londres sont implicitement confirmés par l'article 63 du traité de Berlin ; mais cette confirmation n'est pas absolue, les deux puissances les plus directement intéressées n'étant pas d'accord sur la portée actuelle du traité signé à Londres le 13 mars 1871 : l'Angleterre ne l'accepte pour sa part qu'à l'égard du sultan, tandis que la Russie continue à considérer la clôture des détroits comme un principe d'ordre européen, et les stipulations y relatives comme liant réciproquement les puissances contractantes.

Cette différence d'appréciation a été formulée en Congrès.

Dans la séance du 11 juillet, lord Salisbury a demandé l'insertion au procès-verbal de la déclaration suivante, qui, a-t-il ajouté, n'engage que son gouvernement :

« Considérant que le traité de Berlin changera une par-

(1) B. Brunswik, *Traité de Berlin*, p. 274.

tie importante des arrangements sanctionnés par le traité de Paris de 1856, et que l'interprétation de l'article 2 du traité de Londres qui dépend du traité de Paris, peut ainsi être sujet à des contestations.

« Je déclare de la part de l'Angleterre, que les obligations de Sa Majesté Britannique concernant la clôture des détroits se bornent à un engagement envers le sultan de respecter à cet égard les déterminations indépendantes de sa Majesté conformes à l'esprit des traités existants. »

Le 12 juillet, le comte Schouvalow, rappelant, la déclaration faite dans la précédente séance par lord Salisbury au sujet des détroits, a demandé à son tour l'insertion au procès-verbal de la déclaration ci-après :

« Les plénipotentiaires de Russie, sans pouvoir se rendre exactement compte de la proposition de M. le second plénipotentiaire de la Grande-Bretagne concernant la clôture des détroits, se bornent à demander de leur côté l'insertion au protocole : qu'à leur avis, le principe de la clôture des détroits est un principe européen et que les stipulations conclues à cet égard en 1841, 1856 et 1871, confirmées actuellement par le traité de Berlin, sont obligatoires de la part de toutes les puissances conformément à l'esprit et à la lettre des traités existants, non seulement vis-à-vis du sultan, mais encore vis-à-vis de toutes les puissances signataires de ces transactions (1) ».

Par le traité de Berlin du 13 juillet 1878 la Russie

(1) B. Brunswik, *Traité de Berlin*, p. 19.

s'était engagée à s'entretenir à l'ordre des choses existant dans les détroits et à ne pas le changer. Ainsi la Russie avait dû renoncer à une prétention de grande importance non seulement pour sa domination sur mer, mais aussi pour sa prospérité comme grande puissance, c'est-à-dire au libre passage de ses bâtimens de guerre à travers les détroits.

DEUXIÈME PARTIE

Les droits de l'Hellénisme en Orient.

I

L'Hellénisme en Asie Mineure.

L'Hellade avait couvert de ses colonies presque tous les rivages de la Méditerranée, de l'Hellespont, du Bosphore et du Pont-Euxin. La première colonie fut celle des Eoliens (1124) qui, partis du port d'Aulis, abordèrent à la côte nord-ouest de l'Asie Mineure et se répandirent peu à peu dans la Mysie. Toute la partie du continent qu'elle occupa, depuis l'Hellespont jusqu'au fleuve Hermos, prit le nom d'Eolide : Cyme en fut la principale ville.

L'émigration ionienne, bien plus considérable, eut lieu vers l'an 1044. Les Ioniens, chassés de l'Attique par la disette, firent route par les Cyclades, où ils formèrent des établissements, et, sur le continent occupèrent, au sud des colonies éoliennes, toute la côte qui s'étend depuis l'Hermos jusqu'au Méandre et au delà. Leurs cités étaient Milet, Myonte, Priène, Ephèse, Colophon, Lébédos, Téos,

Erythrées, Clazomènes, Phocée et Smyrne qui d'éolienne devint ionienne.

En 1049 avait commencé l'émigration dorienne. L'île de Rhodes et toute la côte sud-ouest de l'Asie Mineure furent occupées par ces colons qui donnèrent le nom de Doride à cette partie du continent.

Les Hellènes s'établirent de bonne heure en Lycie. Ils fondèrent également Selge et Sagalassos en Pisidie et les villes d'Aspendos et de Sidé en Pamphylie.

Milet fut célèbre par son immense commerce et ses trois cents comptoirs sur les côtes de l'Euxin. Thalès, un des plus grands hommes de la Grèce, était né dans ses murs, au ^{vi}^e siècle avant Jésus-Christ.

Phocée fut très florissante au ^{vi}^e siècle avant notre ère. Elle rivalisa alors d'activité et de puissance avec Milet. Tandis que les Milésiens exploraient tout le Pont-Euxin, les hardis navigateurs de Phocée allaient à l'ouest jusque sur les côtes d'Italie, de Corse, de Gaule, d'Espagne et osaient même s'aventurer au delà des colonnes d'Hercule (détroit de Gibraltar). Il existe encore aux mêmes lieux une ville de Fokia avec quelques milliers d'habitants.

La situation géographique de l'Asie Mineure fait que l'on pourrait la considérer comme une annexe du continent européen plutôt que comme une terre asiatique et, grâce à cette position particulière, elle partagea presque toujours le sort de l'hellénisme. Dans la lutte contre les Perses, les Grecs combattant sous la domination d'Athènes et de Sparte y remportèrent d'éclatantes victoires.

Pendant la période qui suivit la mort d'Alexandre, l'Asie Mineure hellénique joua un rôle d'une importance bien plus générale dans l'histoire de la nation. Alexandre le Grand fonda en Asie Mineure d'innombrables villes qui furent autant de centres d'expansion hellénique. Dans ces villes l'organisation entière était copiée sur le modèle des cités grecques, il y avait le Démos, la Boulé, les Archontes, les Stratèges. Après la mort du conquérant macédonien et le partage de son immense empire parmi ses généraux, tous les états qui furent alors fondés en Asie Mineure eurent un caractère hellénique et une organisation du type grec.

La force d'expansion de la race grecque dans l'Asie Mineure à cette époque est vraiment admirable. Nombre de cités s'y érigeaient en rivales d'Athènes. Dans la région de Pergame, le trésorier du roi de Thrace, Lysimaque, Philétairos, fondait un état qui bientôt se distingua dans la culture des sciences et des arts. La célèbre bibliothèque de Pergame, fondée sous le règne d'Eumène II, contenait 200.000 volumes et c'est sous le règne de ces princes amis des lettres que fut employé pour la première fois le parchemin (pergaméne) ; ce dernier servit à remplacer le papyrus dont l'Égypte venait d'interdire l'exportation.

L'Asie Mineure redevint sous l'empire Byzantin une contrée entièrement grecque. Elle gagnait en importance à mesure que les barbares arrachaient aux empereurs leurs provinces lambeau par lambeau. Les grands apôtres de la primitive Église y naquirent ; ils se reconnaissaient de

race grecque. Le grec était leur langue et c'est dans cette langue qu'ils prêchèrent et convertirent le peuple.

Mais vint le temps où les hordes musulmanes s'abattirent sur l'Asie Mineure. Les belles provinces fertiles et peuplées furent l'une après l'autre dévastées par les Turcs. Les persécutions commencèrent. Les populations grecques d'Asie Mineure furent mises hors la loi.

Un grand nombre d'habitants furent contraints de se faire musulmans pour échapper à l'extermination. Et cependant, malgré d'atroces violences, la langue grecque a survécu dans ces malheureuses provinces. M. Paul Delil a expliqué dans le *Figaro* du 6 octobre 1906 (supplément littéraire) comment les infortunées populations grecques de ces régions ont réussi à conserver leur langue et la foi chrétienne : « chemin faisant, nous éprouvons plus d'une fois le besoin de nous arrêter dans différents petits bourgs qui, à plus d'un point de vue, constituent de très rares curiosités. Le premier que nous verrons de loin perché sur une hauteur élevée et abrupte, c'est « Paracha », ancien « Pharisia ». Il a su depuis des siècles, sous l'abri des roches escarpées et inabornables qui bordent et soutiennent ses petites et primitives habitations, se garantir contre les successives incursions des Sarrasins, des Turcs et des Egyptiens Arabes, et conserver entièrement sa langue grecque ancienne et sa religion chrétienne orthodoxe.

« A une ou deux heures de distance, cette fois-ci, deux autres bourgs : Dyrmosson et Myrtil. Tous deux ont leurs belles églises avec des presbytères et des dalles d'écoles où

les prêtres enseignent l'alphabet aux enfants. Comment ces bourgs situés en rase campagne sur les grandes routes, constamment, pour ainsi dire, sous la main des conquérants oppresseurs, ont-ils pu subsister et surtout conserver leur langue et leur religion? Il y a là un mystère que le curé ou l'un des anciens du village ne tardera pas à vous expliquer, soit en soulevant la lourde pierre d'une tombe, dans l'enceinte de l'Eglise ou une lourde dalle de l'Eglise même, que toujours les musulmans ont respectées, soit en vous guidant, par les caves d'une maison, vers les villages souterrains dans lesquels leurs aïeux se réfugiaient pendant des semaines et des mois, chaque fois qu'un ennemi était annoncé par les signaux des sentinelles postées un peu partout sur les chemins. Ces refuges souterrains, qui tombent en ruines, sont devenus inutiles ; ils formaient jadis de véritables cités. Ils possédaient leurs quartiers, leurs rues, leurs maisons, leurs puits artésiens et des systèmes parfaits d'aération. C'est là que ces fils des antiques cappadociens ont pu continuer à célébrer le culte chrétien, pendant que les hordes des envahisseurs brûlaient et dévastaient leurs foyers sur leurs têtes. »

Parmi les conséquences des persécutions endurées par les Hellènes de certaines régions de l'Asie Mineure, au cours des années les plus sombres de leur histoire, il en est une particulièrement douloureuse, l'oubli de la langue grecque. Le zèle déployé dans ces dernières années par ces populations pour réapprendre la langue de leurs pères offre vraiment un touchant spectacle. Ils ont réussi à

force de volonté et de persévérance, à fonder partout des écoles et déjà la génération nouvelle ne parle que le grec.

De nos jours, la population grecque de l'Asie Mineure dépasse les quatre millions.

La capitale de l'Ionie, Smyrne, est le centre hellénique le plus important de cette région. Cette ville a de tout temps joué un rôle considérable dans l'histoire de la race hellénique.

Fondée par les Eoliens, elle fut plus tard colonisée par les Ioniens : sa population était donc formée d'un mélange de ces deux races, et non pas composée, comme celle de Milet ou de Phocée, uniquement d'Ioniens. La fusion des deux peuples fit éclore de très bonne heure à Smyrne une civilisation avancée dont l'épopée homérique fut la plus brillante expression. De nos jours, Smyrne rivalise avec Athènes et Constantinople au point de vue de la culture intellectuelle.

Les nombreux établissements d'instruction, dont les plus considérables sont l'Ecole Evangélique et le lycée de jeunes filles « Homéreïon », reçoivent toute la jeunesse hellénique de ces régions et lui inculquent les sentiments de l'ardent patriotisme qui distinguent les Grecs irrédimés.

Par ses voies ferrées et les nombreuses lignes de navigation qui la relie à tous les points du monde, elle concentre le plus gros commerce d'importation de l'Orient. De grandes maisons grecques y sont établies depuis des siècles et de nouvelles entreprises disposant de gros capi-

taux y sont fondées tous les jours par les Hellènes. Le commerce et l'industrie helléniques occupent un rang très honorable. Les deux ou trois principales compagnies de navigation de Smyrne sont constituées par des capitaux helléniques ainsi que nombre de plus importantes entreprises industrielles et commerciales ; le commerce moyen, ainsi que tout le petit commerce, est entre les mains des Grecs. Des établissements de crédit et de nombreuses succursales de banques athéniennes ont été fondées en ces dernières années ; le chiffre de leurs affaires va en augmentant et rivalise avec celui des établissements de crédit les plus estimés. Quant à la population urbaine et agraire, elle appartient pour la plus grande part aux Grecs possesseurs de grands domaines dans les environs de la ville.

La prospérité de Smyrne, en ces dernières années, n'a pas peu contribué à renforcer l'influence qu'exerce ce foyer hellénique sur les provinces de l'intérieur.

Parmi les autres villes de l'Asie Mineure, la ville de Trébizonde mérite une mention particulière. Cette ville, se souvenant de sa gloire et de sa puissance de jadis, se montre pleine de zèle et lutte vaillamment pour l'idée nationale dans la région hellénique du Pont.

Fondée l'an 756 avant J.-C., par des Milésiens de Sinope, la ville de Trébizonde eut un caractère purement grec ; le dialecte de ses habitants conserve encore de nos jours de très anciennes formes de langage et de mots. C'est sans contredit le plus archaïque des dialectes helléniques.

Pendant les sombres siècles du morcellement et du déclin de l'empire d'Orient, elle fut érigée en capitale de l'empire fondé sur les rives du Pont par la dynastie des Commènes ; elle ne fut conquise par les Turcs que huit années après la prise de Constantinople. Le joug musulman s'appesantit lourdement sur cette province comme sur toutes celles habitées par des chrétiens ; les persécutions fanatiques forcèrent un grand nombre d'habitants à se convertir à la religion des vainqueurs tout en restant secrètement fidèles à leur foi et à leur race. Cette sombre tragédie dura pendant des siècles et dure encore, sans que la mémoire du passé national soit abolie dans l'âme de ces malheureuses victimes du despotisme et du fanatisme musulman.

Aujourd'hui les habitants de Trébizonde s'expatrient volontiers et vont chercher fortune plus spécialement dans la région du Caucase. Laborieux et économes, ils arrivent pour la plupart à amasser une certaine fortune et leur premier souci, soit qu'ils aillent s'établir dans la Grèce libre, soit qu'ils rentrent au pays, est de fonder des établissements scolaires, destinés à répandre l'idée hellénique dans leur province natale.

Le « lycée hellénique » de Trébizonde est un des meilleurs établissements d'éducation secondaire de la Grèce irrédimée et le porte-flambeau de l'idée nationale dans les provinces du Pont.

II

L'Hellénisme en Thrace.

Au VIII^e siècle avant J.-C., des Grecs d'Asie s'établirent à l'est de Nestos et couvrirent de leurs comptoirs tous ces rivages jusqu'au Bosphore et du Bosphore jusqu'au Danube. Cependant Mégare se fit jour à travers ces établissements des grecs asiatiques, et, au milieu du VII^e siècle, fonda Byzance à la place où devait s'élever une de ces cités que leur position fait reines, Constantinople.

Le nombre des Grecs de la Thrace est évalué approximativement à plus de 900.000. Constantinople en compte près de 500.000 sur une population totale d'environ 1.000.000.

Le diocèse de Constantinople comprend 72 écoles grecques avec 398 instituteurs et institutrices et 13.217 élèves des deux sexes.

De ces 72 écoles, 8 sont des écoles supérieures, avec 2.612 élèves ; 64 des écoles primaires ou de degré moyen (celles-ci appelées helléniques, en raison de l'importance prépondérante attribuée jusqu'ici à l'enseignement de la

langue et de la littérature helléniques). Ces 64 écoles se décomposent en : 38 de garçons (6.183 élèves et 139 instituteurs) et 26 de filles (4.422 élèves et 702 institutrices). La dépense totale à laquelle subviennent les particuliers est de 710.000 francs par an.

Les écoles supérieures sont :

I. — La Grande Ecole Nationale, située au Planar, fonctionnant sous le contrôle immédiat du Patriarcat œcuménique. Elle a formé plusieurs générations d'hommes qui ont joué un rôle dans l'histoire de la nation grecque. C'est la plus ancienne de toutes les écoles grecques de Constantinople. Si certains historiens en voient l'origine dans l'Ecole œcuménique fondée par Constantin le Grand, les renseignements positifs qu'on possède ne remontent pas au delà du ^{xvii}^e siècle. Elle a été, d'abord, une de ces Académies comme il y en a eu beaucoup dans les villes grecques (Smyrne, Alexandrie, Andrinople, Corfou, Ioannina, Athos, Kydoniæ, Cozani, Larissa, Trébizonde, etc.) qui ont été — avec les anciennes écoles impériales — l'origine des lycées et gymnases modernes. Installée dans un superbe palais qui domine la Corne d'Or, elle a coûté 395.583 francs et a un budget annuel de 90.000 francs.

Elle a été dirigée par des hommes qui se sont illustrés dans le domaine de la pédagogie et des lettres. Elle se propose aujourd'hui un double but : 1^o former des instituteurs ; 2^o donner une instruction suffisante à ceux qui doivent immédiatement, au sortir de l'école, songer à gagner leur vie.

II. — L'Ecole de théologie. Elle est installée à l'île de Halki (îles des Princes) dans un bel édifice, construit également par des dons privés sur la colline de la Sainte-Trinité. Son budget annuel est de 115.000 francs (environ 90 élèves internes). Elle relève directement de la surveillance et de l'autorité du Saint-Zynode. Un fonds spécial permet d'envoyer des boursiers à une université européenne. C'est la pépinière qui fournit au clergé des hommes cultivés à la hauteur de leur tâche ; les quatre derniers patriarches étaient de ses anciens élèves.

III. — L'Ecole de commerce. C'est le second des établissements scolaires qui se trouvent sur la ravissante île de Halki, couverte de bois de sapins, d'un air et d'un climat des plus propices aux études ; elle est installée dans un grand édifice sur la colline de la Vierge, en face de celle de la Trinité. 121 élèves (internes) ; 22 instituteurs.

IV. — Le Zagraphion. Ecole réelle (désignée par le nom de son fondateur), située au centre du quartier européen de Constantinople (Péra). 269 élèves ; 18 instituteurs.

V. — Le Zappion. Lycée de jeunes filles (dû également à la générosité d'un particulier), installé dans un bel édifice à Péra ; avec un séminaire pour les futures institutrices ; pépinière féconde, qui a formé un très grand nombre de mères de famille instruites et de maitresses d'école. 302 élèves ; 25 institutrices. .

VI. — Le lycée franco-grec Hadji-Christou ; 344 élèves ; 31 instituteurs.

VII. — Le lycée de jeunes filles central, demi-gymnasium avec 9 classes ; 735 élèves ; 14 institutrices.

VIII. — Le lycée de jeunes filles Joachimiou avec séminaire, au Phanar. 310 élèves ; 17 institutrices.

Dans la province de Constantinople dans son ensemble, nous trouvons : 185 écoles grecques de tous rangs, avec 612 instituteurs et 19.132 élèves de deux sexes, exigeant annuellement 878.654 francs.

Dans la province d'Andrinople où l'on a relevé en janvier 1906 une population grecque de 366.321, une statistique récente nous montre 414 écoles grecques avec 644 instituteurs et 31.210 élèves ; dépense annuelle : 346.193 francs.

Il existe à Constantinople une institution bienfaisante des plus considérables appelée : Les Établissements philanthropiques nationaux (grecs). Installés à la campagne, près du faubourg de Sept-Tours à environ 8 kilomètres de la gare centrale, ils occupent une superficie de 165.000 mq. et ont un budget d'environ 500.000 francs. Ils comprennent outre un hôpital proprement dit (avec les salles de pathologie interne), la clinique chirurgicale (pour hommes et pour femmes), les divers édifices pour les tuberculeux, les maladies contagieuses et les maladies épidémiques, l'asile d'aliénés (pour hommes et pour femmes), les maisonnettes particulières de la psychothérapie, l'asile des vieillards, une église, un couvent-hôpital et diverses dépendances.

Il s'y trouve par jour près de 1.300 personnes, soit

environ : 400 malades, 500 aliénés, 150 vieillards et 200 personnes de service, ayant à leur tête une phalange de médecins. Il y a en moyenne 6.000 malades par an, qui obtiennent des consultations des médecins attachés aux Etablissements. Un four désinfectant et un lavoir américain à la vapeur y ont été introduits pour la première fois à Constantinople.

La grande majorité des patients sont traités gratuitement sauf un droit d'entrée d'environ 4 fr. 50.

L'orphelinat, qui se trouvait jadis également aux Sept-Tours, a été en 1903 somptueusement installé sur un des sommets de la charmante île de Prinkipo, dans le bâtiment qui venait d'être construit par une société étrangère qui voulait l'exploiter comme hôtel. Les études proprement dites y durent six ans. Elles sont complétées par une éducation technique et professionnelle (2 à 3 ans).

Depuis 12 ans une commission spéciale publie l'*Annuaire des établissements philanthropiques*. Il fait connaître en grand détail l'œuvre des établissements philanthropiques. Le produit de la vente est destiné à ceux qui y sont soignés.

TROISIÈME PARTIE

I

Les privilèges du Patriarcat grec en Turquie.

Trois jours après la chute de Constantinople le 1^{er} juin 1453, Mahomet II reçut en grande pompe le patriarche grec Gennadios Scholarios et, lui remettant lui-même la crosse et les insignes pontificaux, il lui octroya le titre de chef de la « nation grecque » (roum milletî) et l'investit du droit d'administrer et de juger ses ouailles, de gérer les biens de l'Eglise et de la communauté.

Le patriarche œcuménique fut ainsi pourvu d'une considérable autorité à la fois spirituelle et temporelle sur tous les chrétiens orthodoxes. Il lui incombait aussi, de par la volonté du conquérant, la tâche de réclamer le statut personnel de ses ouailles et de le préserver contre l'intervention de la justice du Chéri'i. A cet effet il organisa les tribunaux ecclésiastiques rendus désormais seuls compétents

pour juger toutes les questions relatives aux fiançailles, mariages et divorces et leurs conséquences sans en excepter les successions testamentaires et même *ab intestat*.

Le droit appliqué par ces tribunaux n'est autre que le droit canonique. La confiance qu'inspiraient ces tribunaux aux chrétiens fit prendre peu à peu à ces derniers l'habitude de leur reconnaître pleine juridiction et de faire juger par eux toutes les affaires, même celles relatives aux contrats.

D'autre part, l'organisation communautaire a donné lieu à l'institution des démogéronties ou conseils des anciens, dont les attributions correspondent à peu près à celles des maires des communes de France, et qui, chargés de l'assiette et de la perception de l'impôt payé par le chrétien de chaque district, ville ou village, administrent, d'accord avec l'évêque du diocèse ou le curé de la paroisse, les écoles, les églises, les hôpitaux et tiennent les registres de l'état civil.

La charte impériale de 1856, connue sous le nom de Hatti-Humayoun, voulut déterminer ces privilèges et invita le patriarche à convoquer une assemblée constituante, composée d'évêques et de laïques, en vue d'élaborer des règlements suivant lesquels devront désormais être administrés le culte et les affaires ecclésiastiques des orthodoxes. Ces règlements, votés par l'assemblée en 1857 et sanctionnés par le sultan, furent insérés dans le tome II du Destour ou *Recueil officiel des lois de l'Empire* (1). Le bérat remis

(1) Destour, II, p. 906-937.

aussitôt après (octobre 1860), au patriarche Joachim, l'iradé impérial du 22 djemaz-ul-akhir 1891, et d'autres règlements postérieurs, promulgués par la Sublime Porte, les complètent et les expliquent.

Le patriarche œcuménique administre le culte et les affaires des orthodoxes avec le concours de deux conseils : le Saint-Synode, composé de douze prélats pris parmi les évêques dépendant du Patriarcat, et le conseil mixte, composé de quatre prélats faisant partie du Saint-Synode et de huit laïques élus par les représentants des paroisses réunis en assemblée électorale avec le Saint-Synode et les membres laïques sortant du Conseil mixte.

Le Saint-Synode, siégeant sous la présidence du patriarche, a une compétence générale sur toutes les questions d'ordre religieux. Le patriarche peut convoquer ces deux Conseils en assemblée plénière présidée par lui, afin de délibérer sur certaines questions importantes concernant les intérêts de l'Église, sans toutefois que l'assemblée puisse examiner une question d'ordre purement religieux, le Saint-Synode seul ayant une compétence en cette matière.

En cas de vacance du trône patriarcal une assemblée électorale, composée de prélats et de laïques dont font aussi partie les membres du Saint-Synode et du Conseil mixte, se réunit au Patriarcat et dresse une liste de candidats au trône. La Sublime Porte, à laquelle cette liste est ensuite soumise, peut exclure ceux des candidats qu'elle ne juge pas aptes au point de vue politique, à occuper le trône patriarcal. Sur cette liste, ainsi arrêtée, l'assemblée électorale élit trois

candidats parmi lesquels le Saint-Synode seul choisit le futur patriarche, qui, aussitôt reçoit l'investiture politique par bérat confirmant ses privilèges.

Les titulaires des évêchés dépendant du patriarcat œcuménique sont nommés par le Saint-Synode et reconnus comme tels par la Sublime Porte, qui fait parvenir aussitôt au Patriarcat les bérats nécessaires conférant aux évêques l'exercice de leurs privilèges politiques.

L'évêque ainsi nommé a une juridiction absolue sur le clergé de son diocèse, siège au Conseil administratif de la province du département ou de l'arrondissement, s'il en existe un au chef-lieu de son diocèse. Un tribunal ecclésiastique et un tribunal mixte dépendant de l'évêque, à l'instar des tribunaux attachés au Patriarcat de Constantinople, jugent les procès relatifs au statut personnel des Grecs orthodoxes et à l'administration des écoles, des églises, des hospices et d'autres établissements philanthropiques du diocèse. Les décisions de ces tribunaux sont exécutées comme les jugements rendus par les tribunaux réguliers de l'Empire. Elles peuvent être déferées en appel, celles des tribunaux ecclésiastiques au Saint-Synode et celles des tribunaux mixtes au Patriarcat de Constantinople.

En dehors du Patriarcat œcuménique de Constantinople, il existe trois autres Patriarcats grecs orthodoxes ; celui d'Antioche, celui de Jérusalem et celui d'Alexandrie, dont l'organisation ressemble beaucoup à celui de Constantinople.

Ces trois Patriarcats essentiellement grecs, ayant des cir-

conscriptions parfaitement délimitées, sont indépendants l'un de l'autre ; leur indépendance datant des premiers siècles du christianisme est respectée, par le gouvernement comme par le Patriarcat œcuménique qui est *primus inter pares*.

Les Patriarcats grecs de Constantinople et de Jérusalem possédaient de grandes propriétés en Russie et en Roumanie, dont ils tiraient des revenus importants mettant ces autorités ecclésiastiques en état d'affronter triomphalement les périls que faisait courir à l'Eglise grecque orthodoxe l'arbitraire du gouvernement turc. Les gouvernements russe et roumain n'hésitèrent pas à confisquer ces domaines, vers le milieu du xix^e siècle. Si le premier envoya de temps en temps au Patriarcat de Jérusalem une subvention annuelle pour le dédommager de cette confiscation, le second détient encore aujourd'hui une fortune de 120 millions. Vainement la conférence diplomatique réunie à Constantinople en 1864 et le Congrès de Berlin de 1878 invitèrent la Roumanie à réparer cette injustice ; ces 120 millions semblent perdus pour les deux grands patriarchats grecs, faute d'une protection efficace de la part des puissances qui ont pris part aux dits Congrès et Conférence.

Les successeurs de Mahomet II ont d'une façon générale respecté les privilèges du Patriarcat œcuménique. A vrai dire, il s'est trouvé des monarques ottomans pour songer à y porter atteinte. En 1520, Selim II alla même jusqu'à concevoir le plan de convertir à l'islam ou d'exterminer les rayas, et il ordonna la destruction de leurs églises. Le pa-

triarche de Constantinople réussit à empêcher l'exécution de ce projet qui, quoique repris par la suite dans les conseils du Divan, fut abandonné chaque fois, en raison des dangers que la chose eût pu attirer à l'Empire ; grâce aussi à la prudence et à l'habileté diplomatique du Patriarcat œcuménique ou à l'intervention de ministres turcs et d'ulémas éclairés, soit qu'ils s'inspirassent d'un esprit de tolérance ou de nécessités fiscales, car la conversion des chrétiens aurait eu pour résultat de tarir une des principales sources de revenus de la Porte. Ainsi l'Eglise continue à jouir de ses immunités confirmées par les bérats ou décrets d'investiture remis à chaque patriarche à son avènement au trône pontifical et garantis d'une manière explicite par le Hatti-chérif du 6 juin 1853, par la sanction donnée au règlement organique du Patriarcat œcuménique ou nouvelle constitution de l'Eglise grecque de 1892, enfin par l'iradé impérial de 1861.

Tous les droits dont avait été investi originairement le Patriarcat œcuménique ne sont pas pourtant restés intacts. Les diverses tentatives d'empiètement qui, depuis 1854 plus particulièrement, ont marqué la politique de la Porte, ont eu pour résultat de restreindre sur certains points secondaires l'organisation civile de l'Eglise, mais ils ont été impuissantes à en entamer les lois fondamentales.

En 1880 sur l'initiative de Djevdet pacha, le gouvernement ottoman voulut substituer une procédure unique aux juridictions des diverses communautés, projet qui d'ailleurs

échoua. En 1883, il réapparaît sous une forme plus discrète, mais par certains côtés tout aussi attentatoire.

La Porte essaye principalement de supprimer le pouvoir juridictionnel du Patriarcat sur le clergé de son ressort, pour rendre ce clergé justiciable des tribunaux turcs, et conteste la compétence des tribunaux ecclésiastiques chrétiens en matière de legs et de testaments concernant les ressortissants d'une même église et dans d'autres questions subsidiaires comme celle des pensions alimentaires entre les époux divorcés.

Une si flagrante méconnaissance de lois séculaires maintes fois ratifiées par la Porte, ne pouvait que susciter les protestations les plus vives, au sein de la nation grecque. La question détermina de laborieuses et délicates négociations où la Porte témoigna d'un mauvais vouloir évident qui motiva la démission de deux patriarches, et provoqua, en 1891, la fermeture de toutes les églises grecques de l'Empire, mesure qui dura trois mois et fit capituler la Porte.

Une transaction finit par intervenir sur la base d'un *modus vivendi*, sanctionné par rescrit impérial et qui constitue le maximum des concessions qu'eut pu faire le Patriarcat. Cependant quelques années plus tard, le gouvernement a fait mine, mais sans grand succès, d'empiéter davantage sur les immunités et surtout en matière d'état civil.

Le comité « Union et Progrès » a inscrit dans son programme du 22 septembre 1908 (art. 10) « le maintien des privilèges de communautés non musulmanes ».

Organisation des établissements scolaires grecs de Turquie.

L'organisation des écoles grecs de Turquie diffère en plusieurs points de celle du royaume hellénique. Cette différence ne concerne pas tant le système scolaire lui-même — qui est assez semblable à celui de la Grèce — que l'administration scolaire et tout ce qui la touche.

Cette administration dépend de la communauté grecque. Les chrétiens sujets du sultan relevant du Patriarcat par tout ce qui touche à leurs affaires particulières, à l'organisation de leurs écoles, de leurs églises, de leurs communautés, etc., les intérêts de ces dernières sont gérés par des démogeronties, tandis qu'une éphorie rééligible s'occupe de ceux des écoles. C'est elle qui rédige les programmes, nomme ou congédie les maîtres d'école. C'est à l'évêque ou à l'archevêque qu'incombe la surveillance générale des écoles de son diocèse. Dans l'archevêché de Constantinople, les écoles sont placées sous la surveillance d'un comité ayant un métropolitain à sa tête et composé en tout de

quatre ecclésiastiques et de quatre laïques. Ce comité porte le nom de Kendrihê ekpedeutikê épitropê (commission centrale d'enseignement). Le secrétaire de la commission porte le titre d'inspecteur général des écoles.

A la tête de toutes les autorités scolaires se trouve le patriarche et son Synode, entourés du « Conseil Permanent National Mixte ».

Les ressources principales des écoles proviennent des biens ecclésiastiques et communautaires, des revenus d'églises, de fêtes de charité, de dons et de legs de particuliers, et enfin de modestes droits acquittés par les élèves.

Le gouvernement turc non seulement ne subventionne pas les écoles chrétiennes, mais il emploie les impôts du méarif (scolaires) auxquels sont astreints les sujets de l'empire, sans distinction de religion, uniquement à la fondation d'écoles turques dont le nombre va sans cesse croissant.

Les communautés grecques étant généralement les plus riches, grâce à la générosité de leurs membres, ce sont elles surtout qui sont mises à contribution. Tous les livres mis entre les mains des élèves grecs doivent préalablement être approuvés par la commission du Patriarcat. Celle-ci veille à ce qu'ils ne contiennent rien de contraire aux préceptes de la religion orthodoxe, rien d'hostile non plus au gouvernement ottoman, car la censure, en Turquie extrêmement ombrageuse et susceptible, est très rigoureuse.

Les établissements scolaires grecs en Turquie sont à peu près organisés et divisés à l'instar de ceux de la Grèce; ils ont, à peu de différence près, le même programme; ils

comptent en plus un cours de turc dans les classes supérieures des écoles de garçons.

Généralement le demotikon et l'hellénikon scholion sont réunis en une sorte d'école primaire ou astikê scholê. Les écoles enfantines sont très nombreuses fréquentées par des garçons et des fillettes de 3 à 8 ans.

La Grande Ecole Nationale de Phanar à Constantinople le plus grand établissement d'enseignement secondaire, a fondé dernièrement une école normale (dedaskaleïon) qui rend de notables services. Constantinople compte deux écoles normales pour jeunes filles, le Jappion et le Joakimion. En outre, il y a à Epibates (Thrace) l'Archigenion ; à Andrinople, le Zappion.

Le Zappion de Constantinople passe à juste titre pour le meilleur de tous ces établissements. Une école normale pour jeunes filles existait à Philippoli ; elle a été confisquée par les Bulgares comme du reste la plupart des écoles grecs de Roumélie Orientale et de Bulgarie.

A propos de l'instruction publique on ne saurait passer sous silence l'action du Syllogue littéraire grec de Constantinople.

Lorsque, vers le milieu du xix^e siècle, l'instruction des Grecs en Orient reçut un nouvel essor, beaucoup d'Hellènes songèrent à la nécessité de créer un centre intellectuel, destiné à assurer, parmi les Grecs de Turquie, l'unité de vues nécessaire pour leur éducation pédagogique et scientifique. En avril 1861, fut ainsi créé le Syllogue littéraire, dont le titre est un peu restrictif car il ne s'occupe pas

seulement de littérature mais aussi de science et d'art. Plus exactement, on peut l'appeler un centre de la vie intellectuelle de la nation grecque.

Installé dans un vaste bâtiment qui lui appartient, il possède une bibliothèque assez riche, un cabinet de lecture et un dépôt central d'instruments de physique. Il organise régulièrement en hiver des conférences hebdomadaires, en grec ou en français et le public nombreux qui s'y rend n'est pas toujours exclusivement un public grec. Pour peu que le sujet ou la personne du conférencier s'y prête, il n'est pas rare d'y voir beaucoup de membres de la colonie européenne et du corps diplomatique ; d'illustres savants et hommes de lettres étrangers y ont pris la parole. En outre le syllogue est en relations avec les écoles grecques, les autres syllogues, les sociétés et établissements d'instruction grecque, qui se trouvent en grand nombre dans l'empire ottoman. Il entretient avec eux des relations, leur fournit des renseignements, leur prête un appui moral et matériel dans la mesure de ses moyens.

Son exemple a vite fait de stimuler le zèle. Déjà, en 1874, il n'existait pas moins de 75 sociétés analogues dans l'empire ottoman, collaborant à son œuvre. La fondation de nouvelles écoles, l'amélioration de celles existantes et les nombreux rapports sur le mouvement de l'instruction dans les provinces attestent les résultats obtenus par l'activité déployée en faveur de la propagation de l'instruction.

A Constantinople même, on trouve plusieurs sociétés

d'instruction, nées sous les auspices du Syllogue (des Thraces, des Epirotes, des Thessaliens, des Macédoniens, en faveur de l'instruction féminine, ecclésiastique) ainsi que trois grandes écoles (deux pour jeunes filles et un gymnase) dues à son initiative.

Depuis 1878, le Syllogue a détaché de sa compétence les écoles nécessiteuses dont l'Association des amis de l'instruction et philanthropique a pris la charge.

Le fonctionnement du Syllogue a été facilité par sa division en plusieurs sections.

Il a aussi organisé une Ecole du dimanche pour adultes. Grâce à un généreux donateur, il a pu organiser des concours pour la composition des meilleurs livres destinés à l'usage des écoles primaires.

Dans l'ensemble, son action bienfaisante a eu pour effet de ranimer le zèle et de stimuler beaucoup d'activité en inspirant le courage et la confiance en l'avenir.

Tableau général des écoles helléniques en Turquie publié en 1902. Il y a :

En Turquie d'Europe (par vilayets)

	Ecoles	Professeurs	Elèves	Frais annuels en francs
Vilayet de Constantinople.....	185	612	19.132	878.654
Vilayet d'Andrinople.....	416	664	31.210	346.193

En Turquie d'Asie (par diocèses épiscopaux)

Diocèses épiscopaux	Ecoles sexe masculin	Professeurs	Elèves sexe masculin	Ecoles sexe féminin	Institutrices	Elèves sexe féminin	Ecoles des deux sexes	Professeurs des deux sexes	Elèves des deux sexes
Césarée.....	58	113	5.075	16	40	1.773	74	143	6.848
Cappadoce.....	100	286	15.940	74	166	10.150	174	452	26.090
Ephèse.....	72	195	8.115	25	67	2.630	97	262	10.745
Dardanelles.....	77	83	3.479	6	20	1.120	83	103	4.559
Nicomédie.....	23	63	3.155	8	25	1.210	48	88	4.365
Chalcédoine.....	29	99	6.970	25	71	4.230	54	170	11.200
Amassia.....	286	586	17.180	64	87	3.910	350	673	20.090
Brousse.....	22	40	2.976	17	30	1.045	49	78	4.021
Néocésarée.....	150	300	11.300	15	36	2.000	165	336	13.300
Iconium.....	42	159	6.915	23	50	2.070	65	209	8.985
Pissidia.....	18	53	2.685	10	31	1.235	28	84	3.920
Trébizonde.....	95	203	8.535	11	35	1.679	106	238	10.214
Rhodes.....	37	120	3.800	20	21	1.300	57	141	5.100
Smyrne.....	34	234	10.815	26	197	7.495	60	431	18.310
Ancyre.....	5	22	840	4	11	260	9	33	1.100
Philadelphie.....	15	26	1.060	8	18	722	23	44	1.782
Chaldée.....	189	380	9.705	2	20	482	191	400	10.387
Proconnéssos.....	13	48	2.280	8	19	790	20	67	3.070
Héliopolis.....	41	100	4.460	19	49	2.120	60	119	6.580
Krene.....	34	65	3.965	21	32	2.055	55	97	6.020
Kos.....	7	13	502	1	2	81	8	15	583
Leros-Calymnos.....	6	39	1.750	5	8	200	11	47	1.950
	1.353	3.327	130.602	408	1.035	48.557	1.761	4.362	179.159

CONCLUSION

L'idée directrice de la politique panslaviste en l'Orient a été l'annexion de Constantinople et des détroits à la Russie.

Le général Nicolas Pavlovits Ignatieff fut un des plus ardents partisans et l'un des chefs les plus écoutés du panslavisme. A ce titre les Grecs ont eu en lui un adversaire déclaré.

Le général Ignatieff était passionnément bulgarophile et lorsque la guerre russo-turque terminée on négocia pour conclure la paix, Ignatieff concentra tous ses efforts à créer par le traité de San-Stefano cette grande Bulgarie qui englobait la Bulgarie, la Macédoine et la Thrace jusques et y compris le littoral.

C'est alors qu'il exprima la joie du panslavisme dans la fameuse boutade « Et maintenant les Grecs n'ont plus qu'à gagner Constantinople à la nage ! »

Le Congrès de Berlin revisa le traité de San-Stefano et réduisit la Bulgarie dans des limites raisonnables. Depuis 1878 les panslavistes n'ont jamais cessé d'attiser les con

voitises bulgares. L'histoire aura à apprécier si le rôle diplomatique des panslavistes russes a été utile à la Russie.

Constantinople fait partie intégrante du patrimoine grec. Elle a été pendant des siècles la capitale d'un empire grec qui a rendu des services appréciables à la Russie et à l'humanité en général.

Ce sont des Grecs de Byzance qui convertirent la Russie au christianisme et l'introduisirent dans la civilisation Méditerranéenne. C'est l'empire grec de Byzance qui a retardé de mille ans l'invasion de l'Europe par les barbares, et c'est sur les murs de Constantinople que le dernier empereur des Grecs est mort héroïquement l'épée à la main.

La réalisation du rêve panslaviste serait une atteinte grave au principe des nationalités au nom duquel la France lutte aujourd'hui pour la libération de l'Alsace-Lorraine et de la Belgique.

Une des conséquences de la guerre moderne et du triomphe certain des alliés sera de remettre sur le tapis la question des détroits.

L'état des choses actuel ne pourra pas être maintenu parce qu'il enferme la Russie dans la mer Noire comme dans une prison.

A supposer que le principe d'une revision des arrangements actuels, qui sont conçus dans un sentiment de défiance et d'hostilité à l'égard de la Russie soit adopté, que pourrait-on mettre à la place?

D'abord que veut exactement la Russie? Elle ne l'a pas su toujours elle-même. La mer Noire fut reconnue close

par le traité que la Russie conclut le 23 décembre 1798 avec la Porte. Par la convention de 1841 les puissances s'engagèrent à respecter le principe de la clôture des détroits, non seulement vis-à-vis du sultan mais l'une envers l'autre, de telle sorte que chacune d'elles répondait envers l'autre de toute infraction à l'engagement qu'elles avaient contracté en commun.

Cet engagement collectif et indivis fut renouvelé dans la convention des détroits faisant partie intégrante du traité de Paris du 30 mars 1856.

Pendant les négociations à Londres en 1870, sur la révision de quelques articles du traité de Paris il fut question d'ouvrir l'accès des détroits à tous les bâtiments de guerre. La Russie ne s'opposa pas à ce projet. Il semble donc que la Russie se prononcera pour la solution la plus simple et la plus juste, le passage libre à tous.

A notre avis la meilleure solution à la question des détroits consisterait à faire de Constantinople avec la partie de la Thrace qui reste à la Turquie et les territoires qui forment les détroits du Bosphore et des Dardanelles un état chrétien indépendant.

Cet état donnerait à la Russie toutes les garanties voulues et sa faiblesse même en serait la meilleure. La liberté de navigation serait assurée à tous les pavillons de commerce et de guerre.

Cette solution mettrait la population grecque de ces régions à l'abri de tout danger d'oppression ou d'assimilation. Elle aurait le grand avantage de donner satisfaction à la

Russie qui aurait la faculté de faire passer ses bâtiments de guerre de la mer Noire dans la Méditerranée et en sens inverse.

Cette solution aurait également l'avantage de mettre tous les états sur un pied de parfaite égalité et elle serait par là conforme à la justice.

Vu le Président de la thèse

ANDRÉ WEISS

Vu le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Université

L. LIARD

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. — Définition de l'Hellénisme et du Panslavisme . . .	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE

La politique russe en Orient et la question des Détroits.

I. — Traité de Koutchouk-Kainar-lji (21 juillet 1774).	3
II. — Ouverture des détroits à la marine de guerre russe. Trai- tés du 23 décembre 1798 et du 23 septembre 1805. — Traités de Bucarest (1812) et d'Andrinople (2 septembre 1829) . . .	6
III. — Traité d'Ankiar-Iskélessi (1833)	10
IV. — La convention de Münchengraetz (18 septembre 1833) . .	15
V. — La convention de Londres (15 juillet 1840)	17
VI. — La seconde convention de Londres (13 juillet 1841) . .	26
VII. — Conférences de Vienne de 1854 et 1855. Traité de Paris du 30 mars 1855.	32
VIII. — La Russie blessée dans sa dignité, cherche à s'affran- chir des stipulations du traité de Paris qui avaient porté at- teinte à son honneur et limité ses droits souverains dans la mer Noire. — La dépêche circulaire du prince Gortchakow du 29 octobre 1870. — La conférence de Londres de 1870 . .	45
IX. — Entrevue des empereurs Alexandre et François-Joseph à Reichstadt (8 juillet 1876). — Convention conclue entre	

l'Autriche et la Russie le 15 janvier 1877 et signée le 18 mars 1877. — La guerre d'Orient 1877-1878. — Les calculs de la Russie de conclure la paix avec la Turquie sans l'intervention des autres puissances sont déjoués. — Les préliminaires de paix de San-Stefano — Les Congrès de Berlin . 59

DEUXIÈME PARTIE

Les droits de l'Hellénisme en Orient.

I. — L'Hellénisme en Asie Mineure.	75
II. — L'Hellénisme en Thrace.	83

TROISIÈME PARTIE

I. — Les privilèges du Patriarcat grec en Turquie	89
II. — Organisation des établissements scolaires grecs de Turquie.	96
CONCLUSION	103

